

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

3 L'Europe à genoux | Patrice Dartevelle

dossier

Acheter, consommer: plus comme avant?

- 5 Le consommateur, ce grand naïf exigeant, idéaliste et versatile | Un entretien avec Marc Vandercammen. Propos recueillis par Isabelle Philippon
- 7 Les «shopping centers» ont de beaux jours devant eux | L'entretien de Stéphane Renard avec Véronique Pirson
- 9 Commerce, ville et société: des évolutions croisées | Jean-Pierre Grimmeau
- 11 L'e-commerce, ange et démon | Frédéric Soumois

RÉFLEXIONS

- 13 «Raciser une population, c'est l'enfermer dans un destin» | Sophie Creuz
- 14 Adam, Ève... Lucy et les autres? | Paul Danblon
- 16 Bonnes feuilles - Le libre examen: la vie d'un principe
- 18 Union européenne - Un modèle contre l'homophobie? | Catherine Lützelzer

ÉPOQUE

- 19 La traite des êtres humains en Belgique - Une activité économique bien rodée | Martine Vandemeulebroucke
- 20 La télévision, ça (me) tue! | Fernand Letist
- 22 Gouvernance managériale et chose politique en Flandre | Olivier Starquit
- 23 Wal-Mart - Quand un employeur fait du prosélytisme religieux | Julien Dohet

LAÏCITÉ

- 24 Tout/tous contre les Lumières | Patrice Dartevelle

MONDE

- 25 Par-delà le Mur | Pascal Martin
- 27 Chine - Les beaux jours du confucianisme | Michel Grodent

CULTURE

- 29 La Chine en majesté | Christian Jade
- 30 Tiens, revoilà le Pop! | Olivier Swingedau
- 32 A.V. Janssens - Sensoriel mais pas sensuel | Ben Durant

AGENDA

Rectificatif

L'éditorial de Pierre Galand publié dans le numéro d'Espace de Libertés d'octobre 2009, intitulé «Le rayonnement du CAL dans le monde» comportait une erreur. Les responsables de l'Association pour un Liban laïque (APPL) nous en demandent à juste titre la rectification.

Contrairement à ce qui a été indiqué, l'APLL n'a pas été créée par l'UAE et n'en est pas la section libanaise. C'est une initiative belgo-libanaise, créée par un groupe de Belges et de Libanais dont plusieurs n'avaient aucun lien avec l'UAE. Aucune filiation UAE-APLL n'existe donc. Dont acte.

P.D.

espace de Libertés

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.

RÉDACTION, ADMINISTRATION ET PUBLICITÉ

Directeur: Patrice Dartevelle, Rédactrice en chef: Michèle Michiels, Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet, Production, administration et publicité: Fabienne Sergoyne, Iconographie: Michèle Michiels, Comité de rédaction: Patrice Dartevelle, Xavier De Schutter, Julien Dohet, Jérôme Jamin, Yves Kengen, André Koeckelenbergh, Yolande Mendes da Costa, Jacques Rifflet, Johannès Robyn, Frédéric Soumois. Fondateur: Jean Schouters Documentation: Anne Cugnon, Impression: Kliemo. ISSN 0775-2768 Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).



Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interréseaux - Ministère de la Communauté française.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.

En couverture: Denis Darzacq, série Hyper - © Denis Darzacq/Agence VU.

ABONNEMENT

11 numéros

Belgique: 20€ Étranger: 32€ par virement au compte n°210-0624799-74 du CAL.

Centre d'Action Laïque: Campus de la Plaine ULB, CP 236, avenue Arnaud Fraiteur, 1050 Bruxelles. Tél.02/627.68.68 - Téléfax 02/627.68.61

TVA: BE (0) 409 110 069 E-mail: espace@cal.ulb.ac.be

Éditorial

L'Europe à genoux

Le «oui» irlandais à la ratification du traité de Lisbonne voté ce 2 octobre par 67,13 % des votants (la participation a atteint 59 %) devrait permettre sa mise en vigueur. Le Président polonais va également signer. Le Président tchèque demeure incertain, mais sa position semble difficilement tenable et son dernier argument, assez spécieux dans le fond. Que les Allemands des Sudètes ne puissent revendiquer leurs anciennes propriétés ainsi qu'il le souhaite est une réalité incontournable pour la Tchéquie (comme pour la Pologne par rapport à d'autres Allemands). Mais l'affaire n'est pas à la gloire des Tchécoslovaques: la manière dont ils ont traité les Sudètes dans l'entre-deux-guerres a été le prétexte —certes rhétorique— qui a mis Daladier et Chamberlain à Munich dans un irrémédiable embarras...

L'accord irlandais suscite parfois de manière compréhensible des critiques sur la vanité de l'opposition aux forces dominantes en Europe, mais les concessions faites aux religions en Europe, et spécialement aux pays récalcitrants, ne peuvent que préoccuper les laïques.

Ce n'est pas que les pratiques belges soient un modèle. La récente génuflexion du roi Albert II devant le Pape ne peut passer pour un exemple de séparation de l'Église et de l'État. Je ne souhaite certainement pas empêcher la personne royale de vivre une foi profonde, mais l'étalage public des convictions ne peut aller de soi pour les responsables de l'État au tout premier rang: jamais le général de Gaulle, catholique s'il en fut, n'a autorisé qu'on le photographie lorsqu'il assistait à la messe dominicale et ses funérailles religieuses furent également privées et sans présence des médias...

Je ne sais trop si le changement de mentalité est dû à un recul de l'esprit de laïcité ou à la montée généralisée et effrénée de l'ego des dirigeants et de tous les gens de quelque importance.

Amadouer les religions

Pour amadouer les pays réticents, l'Union européenne n'a lésiné sur rien. Ainsi, vis-à-vis de la Pologne au plan religieux¹, elle a adopté un protocole sur l'application de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (intégrée au traité de Lisbonne) qui garantit que cette charte «n'étend pas la faculté de justice de l'Union européenne ou de toute juridiction de la Pologne... d'estimer que les lois, règlements ou dispositions pratiques ou action administrative de la Pologne... sont incompatibles avec le droit, les libertés et les principes fondamentaux qu'elle réaffirme»². En clair, les droits inscrits dans la charte pourraient être contredits par les lois polonaises. Jusqu'ici on s'était toujours servi des textes internationaux pour juguler les tendances et pratiques non démocratiques des États nationaux, mais maintenant on s'en prémunit officiellement.

Entre le premier référendum irlandais du 12 juin 2008 et celui d'octobre 2009, on n'a pas non plus perdu son temps (!) et le Conseil européen de Bruxelles des 18 et 19 juin 2009 a garanti à l'Irlande que parmi les préoccupations du peuple irlandais à rencontrer figurait le droit à la vie. Les chefs d'État et de gouvernement européens ont ainsi validé les articles de la Constitution irlandaise relatifs à la «protection du droit à la vie» en déclarant que la charte des droits fondamentaux ne permettrait jamais de s'en prendre à ces articles. Ainsi soit-il.

Nul ne pouvait, bien sûr, se faire d'illusion sur l'Irlande qui a voté le 24 juillet 2009 une loi réprimant le blasphème. Ce n'est pas que celui-ci était permis auparavant, mais la situation constitutionnelle à l'égard de l'interdiction était confuse (parce qu'issue d'une situation spécifique où le blasphème n'était pas pensable). Le texte de la nouvelle loi n'a même rien à voir avec les lois allemande, espagnole ou belge qui protègent les religions et les opinions philosophiques. Ici il s'agit des thèmes tenus comme sacrés par toute religion.

On n'en a peut-être pas fini avec les bigots en Union européenne si Tony Blair est choisi comme premier président du Conseil européen. L'ancien premier ministre britannique ne cache pas que désormais il se «passionne pour [sa] Fondation de la Foi»³. Elle est destinée à «promouvoir la religion comme force de réconciliation dans le monde». Il est et reste «un chrétien qui cherche le salut à travers Notre-Seigneur, Jésus-Christ». Ici non plus, on n'est pas dans la foi privée, mais dans la confusion entre religion et action politique.

Je ne suis pas sûr que deux autres candidats cités, les premiers ministres hollandais et luxembourgeois soient intrinsèquement différents, mais le zèle des nouveaux convertis peut être dangereux.

Mieux vaut Hitler?

La religion n'est certes pas tout, et bien d'autres choses sont difficiles à accepter. La Lettonie encense ses «volontaires» de la Seconde Guerre mondiale enrôlés dans l'armée nazie. Un de leurs chefs est responsable de la mort de 30 000 juifs⁴. Est-ce l'Europe? Les dirigeants européens —dont les Belges— croient que tout est permis tant que l'économie fonctionne. C'est leur participation essentielle au décervellement généralisé. Rien ne compte en dehors de la consommation. Il n'y a plus de citoyens mais des consommateurs et nous consommons trois fois plus qu'il y a cinquante ans⁵. Contrairement à bien d'autres, je ne m'en repens pas. La question est que la consommation n'a pas à se substituer à ce qui fait le sens de la vie et qu'une vie pleine et entière comprend l'éthique et plus encore la réflexion rationnelle sur nos buts ultimes. Quand on vise ce niveau d'humanité, on n'accepte pas n'importe quoi. ■

Patrice Dartevelle

1 Le même texte vaut pour la Grande-Bretagne, mais les objectifs de celle-ci relèvent de la protection de son insularité.

2 Cf. Journal officiel de l'Union européenne du 17 décembre 2007.

3 Xavier Goossens, «Tony for President?», La Libre Belgique du 16 octobre 2009.

4 Cf. Roland Binet, «Les mémoires de Riga», La Libre Belgique du 5 octobre 2009.

5 Voir les lamentations de Pierre-André Taguieff, «Peut-on encore critiquer la société de consommations?», Le Figaro du 8 octobre 2009.

UN ENTRETIEN AVEC MARC VANDERCAMMEN

LE CONSOMMATEUR, CE GRAND NAÏF EXIGEANT, IDÉALISTE ET VERSATILE

Il y a du changement dans l'air: la grande distribution est aux abois, les coopératives d'achat ont le vent en poupe, les maraîchers renouent avec le succès. Le consommateur d'aujourd'hui est-il plus responsable, davantage conscientisé, plus exigeant en matière d'éthique, de respect de l'environnement et de santé? Réponses —nuancées— avec Marc Vandercammen, directeur du Centre de recherche et d'information des associations de consommateurs (Crioc).

On a l'impression que la crise financière, laquelle a provoqué la crise économique que nous vivons aujourd'hui, a suscité chez le consommateur une crise de conscience. Il paraît vouloir devenir plus responsable. Vous confirmez?

| Marc Vandercammen: Ce qui est sûr, c'est que les consommateurs se prennent de plus en plus en mains. Il suffit de voir le succès des paniers bio, des coopératives d'achat, des achats groupés d'énergie verte, et j'en passe! Il n'y a pas si longtemps encore, personne n'avait jamais entendu parler de ça. Aujourd'hui, ces initiatives foisonnent et rencontrent un véritable engouement. Le principe est simple: favoriser le consommateur, lui permettre d'acquérir un produit sain, produit dans de bonnes conditions, et au juste prix.

Ces initiatives restent-elles «élitistes», ou se répandent-elles dans les rangs des consommateurs moyens?

De plus en plus de consommateurs «moyens» deviennent également plus conscientisés. Avant, les intégristes de la consommation responsable se comptaient sur les doigts d'une main, et les autres se fichaient comme d'une guigne de ce qu'ils achetaient, pourvu que ce ne soit pas cher. Dans une étude menée par le Crioc en 2002, 30 % des personnes interrogées disaient attacher de l'importance aux critères éthiques (commerce équitable, production respectueuse de l'environnement, des conditions de travail, du bien-être animal). Aujourd'hui, 8 acheteurs sur 10 se disent sensibles à cela. C'est sûr: quelque chose se passe.

La récente crise du lait l'a montré: malgré les milliers de litres de lait déversés dans les champs, la population a montré de l'empathie à l'égard des agriculteurs en colère. Tous unis contre la grande distribution?

Le consommateur veut désormais avoir affaire avec des entreprises qui ont des valeurs, et pas uniquement de la valeur. La crise financière est passée par là, et elle a révélé à quelle impasse menait une économie en déphasage avec la «vraie» vie. L'image de la grande distribution en a pris un coup. On lui impute désormais tous les «péchés» de la société de consommation: l'exploitation des «petits» par les «grands», le gaspillage, la guerre des prix, la tentation. Les «soft discounters», ces magasins perçus

comme moins chers et plus respectueux de l'environnement car moins luxueux, échappent, eux, au désamour des consommateurs. Les autres grandes surfaces sont couvertes d'opprobre.

Des reproches mérités, d'après vous?

En partie oui, bien sûr. Mais il faut quand même rappeler que le consommateur gaspille proportionnellement davantage qu'une grande surface. Savez-vous qu'un produit acheté sur quatre finit à la poubelle? La grande distribution a fait des efforts en matière d'économie d'énergie: aujourd'hui, des grandes surfaces disposent de frigos fermés et d'un système d'éclairage économique, ce qui n'est pas toujours le cas de l'épicier du coin. Cela dit, le consommateur n'est pas toujours très cohérent. Il aime consommer, mais il culpabilise. Alors, il cherche l'absolution en chargeant la grande surface de tous les maux.

Croyez-vous vraiment que le consommateur a renoncé à rechercher les prix les plus bas?

Je dirais plutôt ceci: les gens se rendent compte que, plus on va au magasin, plus ça coûte. Pour lutter contre la baisse du pouvoir d'achat, ils vont moins souvent aux courses, un point c'est tout. Savez-vous qu'un consommateur connaît, en moyenne, le prix de seulement une bonne vingtaine de produits courants? Bien entendu, à quelques rares exceptions près, ces prix seront alignés partout. En réalité, le consommateur choisit un magasin plutôt qu'un autre en fonction de l'«impression» qu'il a des prix pratiqués. Donc, pour l'attirer, le distributeur joue sur les promos: en achetant un produit en promotion, le consommateur a l'impression de réaliser une bonne affaire. Mais ce petit jeu-là a ses limites: «Si les prix baissent tout le temps, c'est qu'avant, les produits étaient trop chers», se dit l'acheteur! Le combat des distributeurs contre la vie chère est de plus en plus ressenti comme une hypocrisie.

Pour la grande distribution, les temps sont vraiment durs...

C'est le moins qu'on puisse dire. Le consommateur reste malgré tout attentif au prix mais, on l'a vu, il n'en a qu'une

“
LE CONSOMMATEUR
VEUT DÉSORMAIS AVOIR
AFFAIRE AVEC DES
ENTREPRISES QUI ONT
DES VALEURS, ET PAS
UNIQUEMENT DE LA
VALEUR.”

ACHETER, CONSOMMER: PLUS COMME AVANT?

- Le consommateur, ce grand naïf exigeant, idéaliste et versatile
- Les «shopping centers» ont de beaux jours devant eux
- Commerce, ville et société: des évolutions croisées
- L'e-commerce, ange et démon

Les consommateurs deviennent-ils plus raisonnables? Sans doute mesure-t-on mieux aujourd'hui l'ampleur des enjeux, sous-tendus par les effets de la crise. Éthique, responsabilité environnementale, souci du coût, de la proximité... sont des critères incontournables. Auxquels s'adaptent tous les acteurs: du petit commerce aux grandes surfaces.

© Denis Darzacq/Agence VU

En couverture: série *Hyper* de Denis Darzacq. L'artiste s'explique: «Je m'intéresse, depuis quelques années, dans mon travail photographique, à la place de l'individu dans nos sociétés. J'alimente ce questionnement par des mises en scène mais également par des photographies proprement documentaires. Dans *Hyper*, cette interrogation s'articule sur une opposition formelle, entre corps et décor. Toutes mes photographies sont le fruit d'une expérience vécue et partagée, il n'y a pas de manipulation numérique. Pour cette série, j'ai demandé à des jeunes danseurs et sportifs de faire des sauts nourris par la violence du lieu, des hypermarchés, et par une gestuelle inspirée de la peinture maniériste, irréaliste et surjouée, inutile. Mouvements de résistance à un monde marchand de plus en plus envahissant».

L'ENTRETIEN DE STÉPHANE RENARD AVEC VÉRONIQUE PIRSON

LES «SHOPPING CENTERS» ONT DE BEAUX JOURS DEVANT EUX

Le consommateur évolue? Les centres commerciaux aussi. Et ce ne sont pas les nouveaux comportements des clients, plus regardants à la dépense depuis la crise, qui vont freiner le mouvement. Au contraire. Plus que jamais, il faut séduire l'acheteur potentiel.

“LE COMBAT DES DISTRIBUTEURS CONTRE LA VIE CHÈRE EST DE PLUS EN PLUS RESSENTI COMME UNE HYPOCRISIE.”

idée très vague, et ce n'est du reste plus son unique souci. Par ailleurs, il supporte de plus en plus mal de passer une heure et demie dans un grand magasin, et de perdre à la caisse le temps gagné dans les rayons. Désormais, les grandes surfaces ne sont plus considérées comme très «sexys». Comme si cela ne suffisait pas, les consommateurs sont également très versatiles. Ils sont frappés du syndrome de la «belle-mère». Quand leur belle-mère s'invite à leur table, ils veulent acheter bon marché. Quand ils reçoivent leurs meilleurs amis, rien n'est trop bon pour eux. Les chaînes les plus dynamiques ont compris cela: elles offrent des gammes de produits de qualité différente, à des prix différents. «Vivez comme vous voulez», disent-elles à leurs clients.

Et sait-on comment ils veulent vivre, ces consommateurs?

Ils ne le savent pas très bien eux-mêmes! Le consommateur est vaguement schizophrène: il a pris l'habitude de vouloir tout, tout de suite, pour le prix le plus bas. Certes, il a désormais conscience que ce n'est plus un comportement adéquat, mais il en garde malgré tout les réflexes. En tant que travailleur et citoyen, en revanche, sa motivation est tout autre: il veut que l'on respecte ceux qui produisent, il est déterminé à lutter contre le réchauffement climatique, à contribuer à un monde plus sain et plus juste, etc. Pour le citoyen d'aujourd'hui, ce qui est grand est nuisible à la planète. *Small is beautiful*. Le salut réside dans la victoire du «local» sur le «global». Il apprécie les magasins de proximité portant l'enseigne d'une grande chaîne (pour ne pas les citer: de type «Proxi Delhaize» ou «GB Contact»), ouverts 7 jours sur 7 et tard le soir, mais ne veut pas savoir que ces magasins sont tenus par des gérants indépendants, et que les grandes surfaces se délestent ainsi du risque humain. Le consommateur d'aujourd'hui aspire à un retour aux valeurs essentielles, à un passé mythifié, et

veut en revenir à des pratiques de consommation plus saines. Il va donc au marché, croyant que les produits qui s'y vendent sortent du potager. Il pense acheter ses produits à un maraîcher, alors qu'il les achète le plus souvent à des vendeurs professionnels. Le consommateur d'aujourd'hui est donc à la fois pétri de bonnes intentions, mais aussi très naïf. Et, en même temps, il accepte toujours difficilement les tomates tordues, le saucisson grisâtre, les pommes à la peau terne. Entre sa profession de foi de consommateur responsable et ses actes, il y a donc une marge. Mais chez certains d'entre eux, elle a tendance à se réduire.

Les grandes surfaces survivront-elles au désamour des consommateurs, à leur caractère versatile, à leurs exigences?

La grande distribution ne mourra pas, car elle continue d'exercer un rôle indispensable de «centralisation» de l'offre et de la demande. Mais elle est plus que jamais contrainte de faire preuve de créativité et de capacités d'adaptation pour faire face aux comportements imprévisibles et changeants des consommateurs. En Allemagne, les grands magasins se spécialisent. On trouve désormais, par exemple, des grandes surfaces spécialement dédiées aux seniors: elles sont à taille plus humaine, on peut s'y asseoir sur un banc, les rayons sont moins hauts, etc. De plus en plus aussi, fleurissent des magasins dans lesquels on peut manger, tester les produits qu'on achète. De leur côté, les «petits» indépendants s'adaptent, eux aussi: voyez ces «néo-cantines», telles ces librairies qui proposent à manger. Ou ces magasins de chocolat qui deviennent des temples de la bouffe. Tout change, tout le temps. Et de plus en plus vite. Il en va de la grande distribution comme du reste. ■

Propos recueillis par Isabelle Philippon

Les centres commerciaux ne sont pas une invention récente. Les bazars orientaux et les halles couvertes existent depuis des siècles. Objectif: regrouper des commerces en un seul endroit, si possible convivial, pour faciliter les échanges. Au XIX^e siècle, ces lieux prendront dans nos contrées la forme de «passages couverts». Mais le développement de l'automobile rendra peu à peu ce modèle caduc: l'ère des centres commerciaux en périphérie, cernés par de vastes parkings, commence aux États-Unis, avant de conquérir l'Europe. Et aujourd'hui? La crise économique, la «nouvelle consommation» et les préoccupations environnementales vont-elles condamner les shoppings? Certainement pas, selon Véronique Pirson, consultante «retail» chez Minale Design Strategy. Explications.

Les centres commerciaux étaient les modèles d'un certain consumérisme dans les années 1960 ou 1970. Mais ils ont cependant de l'avenir selon vous...

| Véronique Pirson: Très certainement. On en rénove ou en crée d'ailleurs toujours. Il s'agit à la fois de combler un retard et de s'adapter. La Belgique avait un certain retard par rapport à d'autres pays. C'était dû en partie à la «loi-cadenas», qui réglementait l'expansion des grandes surfaces. Il faut cependant relativiser la faiblesse de l'offre de commerces. Si l'on tient compte des magasins en périphérie, notamment sur les axes d'entrée dans les villes, la Belgique se classe en très bonne place sur l'échiquier européen. La densité commerciale est donc très acceptable. Cela dit, il faut reconnaître que beaucoup des centres qui ont vu le jour il y a trente ans n'étaient pas tous de franches réussites architecturales. Certains ont mal vieilli. De plus, ils n'offrent que peu de services annexes —garderie d'enfants, service voiturier...— de plus en plus à la mode dans d'autres pays.

En quoi les nouveaux centres diffèrent-ils de leurs prédécesseurs?

Désormais, la tendance est au retour en ville. On le voit avec les nouveaux complexes de Louvain-la-Neuve ou de Courtrai, mais aussi avec les rénovations lourdes des Galeries Anspach et de la Toison d'Or à Bruxelles, ou la Médiacité à Liège. Les anciens centres étaient repliés sur eux-mêmes. Les nouveaux sont imbriqués dans la ville et s'ouvrent vers elle. Certains projets, comme celui de Courtrai, associent étroitement commerces et logements, avec de belles rénovations. Il est même à l'origine du premier BID (*Business*

Improvement District) belge. L'idée est de définir un périmètre inscrit à l'intérieur du cœur de la ville. Suite à une procédure de décision démocratique, qui se traduit par un vote, tous les commerçants de la zone payent une sorte de taxe. Le montant est affecté à différentes opérations de redynamisation. Le BID est géré par un manager recruté pour ses compétences. À Courtrai, la Ville, les commerçants et Foruminvest, le développeur du centre, cotisent ensemble à ce fond. L'objectif? Capitaliser sur la création du shopping center pour dynamiser le centre urbain.

Un autre exemple est celui de Liège, où la Médiacité associera commerces et bureaux. Ce sont des projets mixtes, qui rappellent que le commerce a au départ une fonction urbaine.

| Véronique Pirson.

La barre est toujours mise très haut sur le plan qualitatif. Plus question d'aligner simplement les enseignes. Les promoteurs et les investisseurs actuels se montrent beaucoup plus exigeants, et cela pour deux raisons. D'abord parce que les marques elles-mêmes sont devenues très pointues sur la qualité de leur environnement commercial et de leur localisation géographique. La concurrence entre marques se joue aujourd'hui au niveau mondial. Chaque emplacement représente un investissement très important et il faut dès lors mettre tous les atouts de son côté: architecture et ambiance agréables, zone de chalandise importante... Mais il faut aussi séduire le client, l'inciter à déambuler, à acheter...

Les «shoppings» retrouvent donc droit de cité, alors qu'ils ont souvent été boudés?

Si certains pouvoirs locaux restent assez réticents aux centres commerciaux en périphérie, nombre d'édiles politiques savent très bien que ceux-ci sont aussi sources de rentrées financières importantes. Beaucoup de bourgmestres sont demandeurs de tels projets, et pas toujours d'ailleurs à bon escient pour la bonne marche des affaires. Avec les difficultés budgétaires que l'on connaît, on peut raisonnablement s'attendre à voir se développer de plus en plus de synergies entre les pouvoirs publics et les investisseurs privés. Il ne faut évidemment pas tomber dans les extrêmes du genre «un terrain de foot contre un shopping commercial». L'approche doit rester réellement constructive pour les deux parties. ➤

“LE CONSOMMATEUR EST UN ÊTRE COMPLEXE! IL SOUHAITE À LA FOIS UN PRIX SERRÉ ET UNE QUALITÉ CERTAINE, TOUT EN ÉTANT A PRIORI AVARE DE SON TEMPS.”

Quelles sont les attentes du consommateur actuel en matière de commerce?

Le consommateur est un être complexe! Il souhaite à la fois un prix serré et une qualité certaine, tout en étant a priori avare de son temps. Le facteur temps est devenu extrêmement important dans nos sociétés très occupées. D'une part, le client souhaite qu'un certain nombre d'achats se déroulent le plus vite possible. Ce sont les «courses» fonctionnelles – aliments, boissons, services bancaires, etc.... D'autre part, il est prêt à s'offrir du temps pour pratiquer l'«expérience shopping»: flâner, voir, toucher, essayer, goûter... Lorsqu'il est dans cette disposition d'esprit, le client attend du commerçant non pas un service rapide, mais une écoute, un conseil, une explication. Les nouveaux centres commerciaux évoluent résolument dans cette direction-là, par des aménagements plus conviviaux, voire thématiques.

Certaines enseignes vous incitent déjà à commander directement sur leur propre site internet le modèle qu'ils n'ont plus en rayon...

Eh bien, nous y voilà... ■

“LES ANCIENS CENTRES ÉTAIENT REPLIÉS SUR EUX-MÊMES. LES NOUVEAUX SONT IMBRIQUÉS DANS LA VILLE ET S'OUVRENT VERS ELLE.”

Les modes ne durent qu'un temps, quid après-demain?

D'autres évolutions, probablement dictées par des raisons économiques. Tant que l'on construisait dans les champs, on n'était pas très regardant sur l'espace. On étalait même le parking sur une mare de béton en surface. En ville, il faut créer des parkings souterrains, s'insérer dans des espaces limités et de plus en plus coûteux. L'une des pistes serait de réduire l'espace d'exposition et de stockage des marchandises, et de proposer des magasins plus petits. Les clients y essaieraient les produits, mais les commanderaient ensuite sur place par internet, ou iraient les charger ailleurs dans un «drive-in»...

■ Le nouveau complexe Anspach à Bruxelles.

Le tournant des années 70

Auteur d'une étude fouillée sur l'évolution de la grande distribution depuis trente ans*, l'historien Nicolas Coupain a posé des jalons bien utiles pour comprendre la situation actuelle. Car si le secteur de la distribution s'est modernisé après la Seconde Guerre mondiale, il s'appuie encore et toujours sur des principes datant parfois du XIX^e siècle: concentration des capitaux, augmentation de la puissance d'achat, amélioration des flux logistiques, gain de parts de marché sur le commerce indépendant isolé, compression des prix et des marges, réduction des intermédiaires, négociation serrée avec les fournisseurs, généralisation du libre-service, suivi du comportement des consommateurs...

«En fait, souligne Nicolas Coupain, les premiers produits de marque propre —

les “Derby” de Delhaize, par exemple — datent déjà des années 1930». Rien de neuf, depuis? Si. Le contexte change au tournant des années 1970, avec la crise pétrolière et le choc sur le portefeuille du consommateur. «Le modèle allemand des Lidl et autres Aldi débarque chez nous. Les clients se mettent en chasse des produits de base les moins chers. Depuis, cette pratique commerciale a été parfaitement intégrée par toutes les autres chaînes».

Ce ne seront pas les seules modifications. «La crise économique et le chômage galopant ont rendu les consommateurs plus prudents. Ceux-ci sont devenus plus versatiles, mieux informés et mieux défendus.» La société évolue, la distribution aussi: cadre réglementaire plus strict, conventions collectives de travail

duement négociées, concentration accrue des enseignes, internationalisation des groupes...

«Mais les trente dernières années auront aussi vu le perfectionnement d'un marketing du distributeur», relève Nicolas Coupain. «Chaque enseigne ne cherche plus à satisfaire des besoins génériques, mais des besoins spécifiques à certains types de consommateurs. Différenciation et “spécialisation” deviennent la règle. Aujourd'hui, la concurrence ne porte plus uniquement sur les prix bas, mais également sur le niveau de service, la qualité, l'image, les valeurs véhiculées». ■

St. R.

* La distribution en Belgique, éd. Racine, 2005.

COMMERCE, VILLE ET SOCIÉTÉ: DES ÉVOLUTIONS CROISÉES

Le développement du grand commerce périphérique est-il responsable de la disparition des commerces de proximité? Ce n'est pas aussi simple. Les transformations constatées suivent étroitement celles de notre société, dont les modalités de transport et de consommation ont considérablement évolué. Démonstration.

Dans la Région de Bruxelles-Capitale, le nombre de commerces a diminué de près de moitié dans la seconde moitié du XX^e siècle¹, ce qui représente une diminution annuelle moyenne de 1,4%. La raréfaction du commerce de détail n'est pas propre à Bruxelles, mais se rencontre de façon générale en Belgique² et dans les pays voisins. La réduction du nombre d'établissements pendant la même période dans l'agriculture ou l'industrie (hors construction) est bien supérieure. Cette évolution correspond à une tendance générale à la concentration et à la hausse de la productivité. Dans le cas du commerce de détail, elle traduit aussi la croissance du seuil de rentabilité (lié à l'augmentation de la technicité, des charges administratives, et des normes de sécurité, d'hygiène ou environnementales) et la mobilité croissante de la clientèle, avec le développement de l'automobile.

CENTRE ET PÉRIPHÉRIE

Les fermetures de commerces sont souvent présentées comme la conséquence du développement du grand commerce périphérique. C'est une explication un peu facile. Si le grand commerce périphérique s'est développé, c'est parce que les gens ont quitté la ville pour les banlieues, mouvement qui prend de l'importance à partir des années 1950-60. Mais en réalité, le développement de la ville vers la périphérie est bien antérieur au développement du modèle de la maison individuelle avec jardin et de la navette automobile. Ainsi, en 1879, on rapporte la dépopulation de la paroisse de Sainte-Gudule en faveur du quartier Léopold, qui connaîtra lui-même sa population maximum en 1900! Ce qui chasse les habitants du centre-ville, c'est entre autres le développement d'autres fonctions, principalement le bureau. On identifie très bien dans la ville des auroles de croissance successives, qui ont incorporé d'anciens noyaux villageois. La présence commerciale diminue dans toute la partie de la ville urbanisée avant 1930, mais la réduction est moindre dans le centre ancien et dans les noyaux villageois. Dans la partie la plus périphérique de la Région, urbanisée après 1955, le commerce se développe avec la population: le commerce est une activité induite!

La périphérie bruxelloise, qui déborde largement de la Région, était peu équipée en commerces quand la population s'est développée. Les premiers banlieusards s'installaient dans un environnement agreste doté d'un équipement commercial villageois, les forçant à faire l'essentiel de leurs

achats non quotidiens en ville. Par la suite, le commerce local s'est renforcé. Par exemple, à Waterloo, le nombre d'actifs dans le commerce pour 1000 habitants a plus que doublé entre 1961 et 1970 alors que, dans le même temps, il n'a augmenté que de 10% dans la Région bruxelloise. Le développement du commerce périphérique s'est évidemment fait selon des formes modernes (hypermarchés³, centres commerciaux) et avec une structure en phase avec la société, comme la location de vidéos, la confection pour enfants. À mesure que la périphérie s'équipait en commerces, grands ou petits, le centre-ville perdait progressivement cette clientèle.

PETIT ET GRAND COMMERCE: DES RELATIONS COMPLEXES

Les relations entre le petit et le grand commerce sont complexes. Le grand commerce modifie assurément les flux de chalandise. En conséquence, autour d'un nouveau supermarché, les petits commerces directement concurrencés disparaissent mais des commerces de types complémentaires sont attirés, si bien que le nombre de commerces augmente. À une certaine distance, les flux de chalands peuvent localement diminuer, entraînant la disparition de certains commerces. L'étude de l'impact de l'ouverture de grands commerces spécialisés montre aussi paradoxalement une augmentation des petits commerces dans le voisinage, parfois même de même type mais plus spécialisés, pouvant offrir dans certaines niches des articles absents de la grande surface.

Les commerces de proximité disparaissent plus vite que les autres. Dans la Région de Bruxelles-Capitale, il ne reste par exemple à la fin du XX^e siècle plus que 12 % du nombre de boucheries de 50 ans plus tôt! L'analyse de la rentabilité du secteur montre qu'elle n'est pas en cause. Les bouchers se plaignent de la difficulté croissante de trouver du personnel qualifié ou un repreneur et ils préfèrent de plus en plus travailler en grandes surfaces, où ils bénéficient d'horaires clairement définis, d'un salaire garanti et de congés réguliers. Ils ont aussi beaucoup moins de responsabilités que s'ils tenaient une petite boucherie. Il y a donc effectivement une concurrence avec les grandes surfaces, mais qui se fait plus par le marché de l'emploi que par la consommation.

Enfin, la population (dans les pays occidentaux) et les dépenses évoluent peu. On peut donc considérer que l'on joue dans un jeu à somme nulle. La modélisation montre que ➤

1 J.-P. Grimmeau, V. Leroux et B. Wayens, (2007) *Un demi-siècle d'évolution du commerce de détail à Bruxelles*, Observatoire du commerce n°2, 2007, 75p.

2 J.-P. Grimmeau (dir.), *Le commerce des grandes villes belges et leurs périphéries*, Igeat, 2004, 147 p.

3 Le premier hypermarché mondial s'est ouvert en Belgique en 1961, à Auderghem, et non en France en 1963 comme dit généralement. Voir J. Dopchie, *GB, la rage de grandir*, Éditions Racine, 2004, 202 p.

L'e-COMMERCE, ANGE ET DÉMON

L'utilisation des moyens modernes de télécommunication a mis en œuvre le village global du commerce et même remis le troc au goût du jour. Mais il peut aussi être risqué pour le consommateur. Et déléter pour l'emploi.

Un doudou, qu'on ne fabrique plus depuis deux ans, que le petit Mattéo retrouve pourtant à côté de son oreiller, alors qu'il l'a perdu une semaine auparavant lors d'une visite dans un grand parc d'attractions. Une petite agence de voyage de quartier fermée définitivement après plusieurs années de vaches maigres. Ce sont deux images, contrastées, de l'émergence du commerce électronique. Elles traduisent deux conséquences inéluctables de l'utilisation des moyens de communication électronique dans le commerce, qui permettent une dématérialisation plus poussée encore de cet échange. Ce n'est toutefois pas internet qui a amorcé cette évolution, la vente par correspondance datant de plusieurs siècles et profondément modifiée par l'amélioration des moyens de transports, puis par la téléphonie.

Le doudou de Mattéo, c'est le résultat d'une transaction sur un réseau de vente entre particuliers, dont le plus connu est eBay. L'enfant a perdu sa peluche favorite fortuitement et les réseaux traditionnels de vente de jouets sont évidemment incapables de refournir, plusieurs années après la première vente, un autre exemplaire. Les vendeurs actuels de ce style de produits vendent des lots provenant d'Asie et sans possibilité de continuité de produit. Il y a dix ans encore, le petit Mattéo aurait donc dû renoncer à sa peluche. Mais le grand-père de l'enfant est un adepte du réseau de vente eBay. Parmi les 4 726 offres répondant à la recherche «peluche de singe bleue d'environ 20 centimètres», une seule révèle le clone de la peluche originale, à l'état neuf. Mattéo ne pleure plus désormais sa peluche égarée. Seul le commerce électronique, en rapprochant des particuliers avec une puissance de contact et de sélection totalement impossible dans le commerce traditionnel, pouvait réaliser cet exploit.

Déployer des efforts importants pour un échange final de quelques euros n'est pas possible avec un magasin traditionnel qui propose de manière frontale une série d'articles et qui, même s'il en assure le suivi, ne peut déployer des capacités de stockage et d'exploitation à l'échelle de la communauté des particuliers du monde entier. Même si un échange d'argent est souvent à la clé, voici quasi le troc et la récupération citoyenne mondialisée grâce à la puissance de l'électronique et des moteurs de recherche. Voilà pour une des facettes incontestablement positives de l'e-commerce.

UNE VAGUE QUI RESTE TIMIDE EN BELGIQUE

Mais la petite agence de voyage définitivement fermée en est une autre. Certes, la multiplication de la vente directe

non seulement de billets de transports (avions, bateaux), mais de voyages organisés de plus en plus complexes, associant plusieurs prestations combinées (transports, séjours, excursions) ne va pas faire disparaître définitivement le métier de voyageur et les agences de voyage physiques. Mais il les force à se redéployer en développant ou valorisant le service individuel à leurs clients, qui apprécieront (ou pas) de se voir proposer un service adapté à chaque envie et chaque personnalité et paieront (ou pas).

Plus question cependant de disposer d'un monopole de fait sur le transport aérien, pour lesquels ils étaient naguère le seul intermédiaire. Le moindre hôtel deux étoiles du bout du monde ayant désormais son site internet qui présente ses services de manière bien plus complète qu'un catalogue, seul le service pointu pourra faire la différence... à long terme. *«Mes clients sont massivement partis, puis sont généralement revenus après quelques mauvaises expériences, explique l'ancien gérant de cette agence. Acheter un voyage à distance, cela peut bien entendu ouvrir de nouvelles portes. Et le client est prêt à passer des heures à surfer pour trouver quelque chose d'original. Mais l'assurance qu'il a de passer commande auprès de partenaires sérieux est limitée. C'est un peu l'aventure. Une partie des clients est prête à cela, mais pas la majorité, qui veulent avoir l'assurance de passer un voyage dans de bonnes conditions et de pouvoir formuler leurs remarques éventuelles à leur retour. Paradoxalement, c'est une évolution que j'ai eu le temps de constater, avec le retour de nombreux clients. Ils ne passaient plus par nous pour un banal billet d'avion, mais appréciaient qu'on leur construise un programme varié. Pour les grosses agences, c'est possible en diminuant le personnel. Nous l'avons fait aussi, mais nous ne parvenions plus à couvrir les dépenses de notre activité. Le plus étonnant, ce sont les gens qui nous contactent depuis notre fermeture en regrettant de ne plus pouvoir face appel à nous. Mais cela faisait des années que nous ne les avions pas vus».*

Face claire donc, mais aussi face sombre pour une activité qui est en croissance constante, et qui est même parvenue à le rester malgré la crise bancaire et financière. Même si en Belgique, la vague reste timide face à certains pays voisins: en 2007, 21% des Belges ont fait un achat sur internet contre 55% aux Pays-Bas. Mais le lancement constant de nouveaux sites (80 à 90 tous les mois) dope le marché. Le nombre de transactions a augmenté de 31% entre janvier

UNE ACTIVITÉ EN CROISSANCE CONSTANTE, ET QUI EST MÊME PARVENUE À LE RESTER MALGRÉ LA CRISE BANCAIRE ET FINANCIÈRE.

peliers ont aussi quasi disparu. Les cafés ont vu leur nombre se réduire fortement. Dans les années 50, on allait au bistro pour recevoir ses amis parce que les logements étaient plus exigus. On y allait aussi pour voir la TV, qu'on n'avait pas, ou pour se chauffer ou encore pour boire une boisson fraîche parce qu'on n'avait pas de frigo. Des tas d'éléments que les commerçants ne contrôlent pas influent sur la marche de leurs affaires. Par exemple, le téléchargement de musique ou de films fait disparaître les disquaires et les loueurs de vidéos; la disposition de scanneurs et d'imprimantes à domicile réduit la demande de photocopies; l'imposition de nouvelles normes environnementales a fait disparaître la moitié des stations-services, etc.

CONTRÔLE OU EXPLOSION DES PROJETS COMMERCIAUX

L'essentiel du développement du grand commerce moderne (hypermarchés, centres commerciaux, grandes surfaces spécialisées) s'est fait entre 1961 et 1975, dans une fenêtre entre deux lois. L'abrogation en 1961 de la loi sur la protection du petit commerce était volontaire, dans un but de modernisation. Il faut savoir que, même aujourd'hui, le nombre de commerces pour 1000 habitants est en Belgique nettement supérieur aux pays voisins et se situe à celui des pays méditerranéens. La loi de 1975 sur le grand commerce a été sensiblement assouplie à partir de 2005, faisant exploser les projets. Une revue spécialisée⁴ inventorierait ainsi en 2008 un million de m² de projets commerciaux pour la Belgique! Ils répondent souvent d'abord à une logique de plus-value foncière et d'investissement à long terme. On commence à entendre de certaines enseignes qu'elles ne sont pas demandeuses de nouveaux équipements commerciaux. Quand ceux-ci existent, elles se sentent obligées d'y être, pour ne pas laisser la place à la concurrence. La nouvelle loi transfère aussi la décision d'autorisation à la commune, qui se trouve souvent mal outillée. D'où les schémas de développement commerciaux, réalisés par des bureaux d'étude à la demande des communes, et dont il faut exiger une parfaite transparence sur le plan méthodologique, sous peine de transférer le pouvoir de décision auxdits bureaux!

LA VILLE ÉLITISTE

Face au déclin du commerce dans les villes, les pouvoirs publics essayent d'attirer un commerce moderne, de bonne présentation, de bon standing et de bon rayonnement. Cela n'est pas possible partout. Le développement de la rue Dansaert⁵ est spontané et résulte de la fréquentation du quartier, pour des raisons culturelles, par des jeunes intellectuels flamands branchés. Le mécanisme est assez similaire à celui du développement de Matonge à la Porte de Namur. Tout le commerce bruxellois ne peut être élitiste! Les populations peu nanties ont aussi le droit d'avoir un commerce répondant à leurs besoins. Par exemple, les familles immigrées ont besoin de communications téléphoniques lointaines à bas prix et l'on fait disparaître les centres de téléphonie! La sélection des types de commerce qu'on encourage ou décourage reflète aussi les choix quant aux habitants qu'on souhaite ou non. ■

Jean-Pierre Grimmeau, IGEAT, Université libre de Bruxelles

Le centre-ville garde son intérêt en dépit des grandes surfaces périphériques.

l'ouverture d'un centre commercial par exemple va augmenter le chiffre d'affaires de la localité, mais moins que proportionnellement à l'augmentation de la surface commerciale. On peut donc s'attendre à une diminution de rentabilité moyenne au mètre carré, ce qui devrait produire des ajustements, par exemple la fermeture des commerces les moins rentables. La modélisation montre aussi que le chiffre d'affaires de certaines localités voisines diminue de quelques pour-cent, ce qui n'est pas beaucoup mais peut avoir des conséquences importantes pour les commerces déjà au seuil de la rentabilité. L'idéal est donc de créer les centres commerciaux là où existe une demande insatisfaite et où les conséquences sur le commerce existant seront faibles. On peut donc comprendre l'inquiétude des commerçants face au projet de création d'un centre commercial de 100 000 m² au Heysel, soit le quart de la surface commerciale du pentagone bruxellois.

Une hypothèse alternative est que l'offre crée la demande. Autrement dit: certaines dépenses ne seraient pas effectuées si elles impliquent des déplacements importants mais bien dans le cas contraire. L'apparition d'une offre proche augmenterait ainsi les dépenses. C'est ce que l'on a pu observer avec l'apparition des grands complexes périphériques de cinémas, beaucoup plus accessibles pour les banlieusards et provinciaux que les salles de centre-ville. En conséquence, la consommation de films en salles a augmenté. Depuis lors, elle diminue mais suite à la popularisation des DVD et des home-cinémas: c'est une autre histoire. On comprendra que cette augmentation de la demande consécutive à celle de l'offre ne peut concerner tous les biens et services mais seulement ceux dispensables et que ce phénomène n'est possible que s'il existe une réserve de revenu non déjà affecté. Le nouveau centre commercial de la Stadsfeestzaal à Anvers a joué cette carte en attirant des enseignes absentes à Anvers, en Belgique, voire en Europe.

UNE ÉVOLUTION QUI REFLÈTE L'ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

Tous les types de commerces n'évoluent pas de la même façon. Certains étaient fort rares en 1950 et se sont développés depuis, comme les stations-service, les agences de banque et les salons de beauté. En 1950, les services bancaires étaient encore assurés par les bureaux de poste et vers 1970, les salons de beauté étaient encore un luxe. Les restaurants sont passés de 500 à 2000 en un demi-siècle parce que la généralisation des deux actifs par ménage a banalisé le restaurant du midi et multiplié les «sorties resto» du soir. Inversement, les merceries, magasins de laine et de tissus ont quasi disparu, suivant en cela les travaux d'aiguille, activité féminine traditionnelle remplacée par le travail salarié. Les cha-

4 Retail update.

5 M. Van Crielingen, et A. Fleury, La ville branchée: gentrification et dynamiques commerciales à Bruxelles et à Paris, Belgeo, 2006, pp. 113-133.

et mai 2009. En termes de montants par contre, la croissance de l'e-commerce est moins forte (+ 16%), ce qui indique que les nouveaux venus vendent des produits moins chers, à l'image par exemple des sites de ventes privées (solderies) qui cartonnent sur internet.

L'année 2008 s'était terminée par une croissance globale: le montant total des transactions réalisées sur des sites marchands belges via la principale plateforme de paiement sécurisée du pays, celle d'Ogone, a grossi de 28% en 2008, pour atteindre 590 millions d'euros. C'est une progression moindre qu'en 2007 (+ 64%), mais cela reste appréciable. Le nombre de transactions (6,4 millions) a quant à lui augmenté plus rapidement (+ 42%), ce qui signifie que le panier moyen du consommateur a baissé. De même, que ce soit pour des raisons de facilité ou de rapidité, de plus en plus de Belges achètent sur la Toile leurs places pour un festival, un spectacle, une séance de cinéma, une exposition, un abonnement de foot... Le nombre de tickets vendus par internet durant les cinq premiers mois de 2009 s'élève à 350 000, soit une croissance de 18 %. Ce nombre a triplé en quatre ans.

UNE BANALISATION EN COURS

La réalité, c'est que le commerce électronique, après les années pionnières, est en train d'intégrer progressivement des balises comparables au commerce traditionnel. C'est aussi une réalité qui recouvre de nombreuses pratiques assez différentes: la plupart du temps, il s'agit de la vente de produits à travers le réseau internet, mais le terme de *eCommerce* englobe aussi la réalisation de devis en ligne, le conseil aux utilisateurs, les catalogues électroniques (que l'on peut aujourd'hui feuilleter et annoter comme leurs homologues imprimés sur papier), un plan d'accès aux points de vente, la gestion en temps réel de la disponibilité des produits (stocks), le paiement

en ligne, le suivi de la livraison et le service après-vente. Avec des conséquences parfois étonnantes. Si des points de vente ferment leurs portes, des denrées disparaissent aussi des magasins traditionnels. Acheter une batterie de remplacement chez un spécialiste de la téléphonie? Quasi impossible: on vous proposera désormais un nouvel appareil, qui fait (théoriquement) davantage que le vôtre, pourtant à peine usé, pour quasi le même prix que cette pièce de rechange. Que vous pourrez trouver après quelques recherches... sur internet. Certains points de vente abandonnent même la téléphonie traditionnelle, préférant se

concentrer sur les clients qui raffinent préalablement leur demande via un questionnaire disponible... sur internet. Et non plus autrement: *time is money*, surtout quand il s'agit d'heures de salaire.

Acheter une voiture? Le show-room virtuel est tel que les constructeurs renoncent à leurs catalogues papier abondants et luxueux au profit de «générateur informatique» qui tentent d'affiner d'emblée la demande du consommateur plutôt que de lui soumettre l'ensemble d'une gamme parfois pléthorique. Ironie de l'histoire, cet affinage par internet peut même déboucher sur une offre... en papier. C'est en effet le cas chez un grand constructeur belge qui a récemment lancé le catalogue personnalisé: en fonction de la situation familiale du consommateur (célibataire, famille nombreuse), de son lieu de domicile (campagne, ville) et de ses principaux critères d'achat (puissance, confort, sécurité, environnement...), celui-ci reçoit à domicile un catalogue taillé sur mesure qui porte d'ailleurs son nom sur la couverture.

«*Si vous êtes intéressés par l'écologie, on va mettre l'accent sur les émissions CO₂ des véhicules et les primes environnementales*», explique le responsable du projet. «*Et en fonction de votre lieu de domicile, on vous parlera soit des primes wallonnes, soit des primes bruxelloises. Si c'est la sécurité qui est importante, les étoiles NCAP (crash-tests) figureront à chaque fois en bonne place... On vous parlera des options d'aide au parking si vous habitez en ville et du débat essence ou diesel, si vous êtes un grand rouleur...*». On est loin de l'approche actuelle: envoyer deux fois par an à des milliers de ménages des toutes-boîtes identiques qui, pour la plupart, filent directement à la poubelle.

Le commerce par le net se traditionalise donc. Acheter, oui, mais le plus souvent avec prudence et auprès d'opérateurs testés d'abord par un achat modeste ou qui ont par ailleurs pignon sur rue, comme les grandes chaînes de vente par correspondance. Car l'anxiété de voir son argent disparaître dans un des maillons de la toile globale est loin d'avoir disparu chez l'internaute moyen, sans parler de cette partie de plus en plus marginalisée des citoyens qui n'ont pas accès à l'offre numérique, pour des raisons de coût ou de résistance à l'obligation technologique.

Un fait le montre bien: la principale activité d'eBay, la plateforme de vente en ligne, est à la peine. On pensait qu'elle allait profiter de la crise économique. Que les difficultés financières allaient pousser davantage de gens à acheter en seconde main ou à vendre leurs biens pour grappiller quelques euros. Il n'en est rien. Le groupe souffre comme les autres entreprises de la morosité ambiante. La fréquentation diminue et les ventes chutent. En mars 2009, eBay a attiré 70 millions de visiteurs contre 80,1 millions un an auparavant. Au point de décourager les enchères au profit des transactions à prix fixe. La vente aux enchères a fait la gloire d'eBay mais elle ne correspond plus aux attentes du grand public selon sa nouvelle direction. eBay cherche aujourd'hui à attirer les gros marchands capables de vendre à prix fixe d'importantes quantités de marchandises plutôt que des particuliers qui vident leur grenier ou écoulent leur collection. Le nouveau système de commissions favorise ces gros marchands. Qui ne sont jamais que les opérateurs du commerce traditionnel passés à l'ère numérique. ■

Frédéric Soumois

«Raciser une population, c'est l'enfermer dans un destin»

À l'heure où le créationnisme s'invente une argumentation «scientifique», où l'Europe cherche une éthique commune, *Race sans histoire* de Maurice Olender pointe les responsabilités d'une tragique méprise: le racisme.

Quelle était la langue de Dieu? Question absurde? Elle a pourtant mobilisé archéologues, philologues, historiens et contribué à l'édification du mythe d'une langue originelle parlée par le peuple de Dieu. Longtemps ce fut l'hébreu, y compris chez des penseurs chrétiens, tel saint Augustin, qui ne le lisaient pas. À la fin du XVIII^e, au XIX^e, dans la foulée du colonialisme et des travaux de Darwin, puis au début du siècle dernier, ce monstre du Loch Ness sémantique a refait surface. Avec des conséquences tragiques.

La découverte du sanscrit par les linguistes a secoué le socle de la civilisation, déplacé le triangle Athènes-Rome-Jérusalem. Dans l'élan nationaliste que connaissent les pays européens libérés des Empires, pointe l'idée d'identité fondatrice. Il faut une langue première, incarnant l'idée de progrès, et il faut un peuple, descendant de l'indoeuropéen, en réalité un ensemble d'ethnies, qu'on réunit pour les besoins de la cause, en un seul: le peuple aryen.

L'hébreu? Le sanscrit? «*Pourquoi pas le flamand ou l'allemand?*», dit Leibniz, qui porte haut la culture allemande. Le bas-flamand? Le haut-wallon? La tentation d'en rire serait grande, si nous ne savions à quelles extrémités a conduit l'idée d'étranger, de «barbare qui ne parle pas notre langue.» Certes, les Grecs déjà stigmatisaient l'Autre, mais avec une souplesse intellectuelle, une capacité d'ouverture et d'assimilation bien différente.

La réédition augmentée de cet essai, couronné à sa parution en 2005 par le prix Roger Caillois, prolonge *Les langues du Paradis*, salué unanimement par Umberto Eco, Jacques Le Goff, et préfacé par Jean-Pierre Vernant. Aux polémiques, aux pamphlets qui oblitèrent, l'auteur de *Race sans histoire* oppose les documents, le croisement des disciplines, et porte son attention aux déviances, aux malhonnêtetés scientifiques, conscientes ou non, aux petites phrases qui ont permis de bâtir du faux sur du vrai, d'étayer des «évidences» intolérables, d'avaliser la fable, de légitimer le racisme —le mot apparaît en français en 1882— et permis l'Affaire Dreyfus, l'antisémitisme, l'extermination.

«IL N'Y A PAS DE RACES, IL N'Y A QUE DU RACISME»

De Renan à Saussure, pourtant peu friand de la notion de race, de Teilhard de Chardin à Jung, de René Guénon saluant la réédition des *Protocoles des Sages de Sion*, au mutisme de Mircea Eliade, jusqu'au silence coupable d'Heidegger, Maurice Olender relève les paradoxes et les responsabilités intellectuelles. «*Quelquefois, écrit-il, chez un même auteur, à des moments différents de son œuvre, on trouve deux types d'argumentations, refusant et admettant tour à tour certaines théories de la race. Reste un fait opaque, un constat brutal. Le racisme n'a pas besoin d'être expliqué, ni d'être analysé pour opérer.*»

Archéologue, historien, Maurice Olender, met au jour les racines du

mépris. Le titre *Race sans histoire* prolonge, d'une certaine manière, *Race et histoire* de Lévi-Strauss, montrant la perversité de cette «non-histoire» des peuples dits «inférieurs», «primitifs». «*Il n'existe pas de peuple enfant*», écrivait Lévi-Strauss. Il n'y a pas de peuple sans histoire, ajoute Olender. Vigilance d'autant plus nécessaire que le président Sarkozy apprenait il y a peu, aux Africains médusés, qu'ils étaient précisément «un peuple sans histoire». Ainsi les Juifs furent enfermés eux aussi dans un destin figé, incapable d'évolution, de changement social, religieux, économique.

Au nombre de ses mérites, ce livre ajoute celui d'exhumer un homme remarquable, un père jésuite belge, qui dès 1921 dénonça «l'odieuse folie». Jamais Pierre Charles ne cessera de combattre l'antisémitisme au sein de l'Église catholique et de l'opinion, y compris sous l'occupation nazie, qu'il dut fuir. Le lecteur apprend encore, non sans ironie, qu'au XIX^e siècle, Juifs et Jésuites étaient conjointement soupçonnés de complot mondial par la Norvège, qui inscrivit dans sa Constitution qu'elle ne voulait sur son territoire ni des uns ni des autres...

Sera-t-on toujours le «nègre» de quelqu'un? ■

Sophie Creuz

■ Maurice Olender.

Race sans histoire ainsi que *Les langues du Paradis* sont parus dans la collection Points Essai, Seuil. Maurice Olender parlera de son livre le 19 novembre à 20h, à la librairie Graffiti, 129-131, chaussée de Bruxelles à Waterloo.

Adam, Ève... Lucy et les autres?

ENCORE ET TOUJOURS, L'AFFRONTMENT ENTRE SCIENCE ET FOI

Encore un volume (copieux, près de 300 pages serrées!) dans la foulée de la cascade de publications générée par la commémoration Darwin qui aura marqué cette année 2009. (Et ce n'est pas fini: la Revue de *La Pensée et les Hommes* annonce un prochain numéro sur le même thème).

Qu'on n'imagine pas un instant que je désapprouve cette abondance: même si livres, articles, cartes blanches et autres débats ou tribunes libres ont parfois pu donner l'impression de certaines inévitables redites, la question abordée est suffisamment d'importance pour que l'on ne s'en plaigne pas.

L'intérêt de cet ouvrage collectif (quinze contributeurs) réside dans sa démarche clairement annoncée d'emblée: il constitue le prolongement de deux années de journées d'études de la formation continue en «Sciences religieuses: islam» organisées par l'UCL Louvain-la-Neuve, les Facultés Universitaires Saint-Louis et l'Institut Supérieur Pédagogique Galilée (de sensibilité catholique en dépit de son appellation, qu'on ne s'y trompe pas).

Entendons-nous bien: il n'y a pas l'ombre d'une réserve et encore moins d'ironie de ma part dans cette dernière allusion: on le sait, la référence à Galilée n'est pas rare dans le monde catholique des dernières décennies, ce qui n'est pas sans signification, notamment quant au sujet abordé ici; l'Église et, plus encore, beaucoup de ses fidèles particulièrement sensibilisés à une culture humaniste, ont voulu marquer clairement la modification de l'attitude de leur foi face à la science. Deux grandes figures y ont été conviées: Galilée et Darwin. Il y a belle lurette que, même pour Rome, c'est la Terre qui gravite autour du Soleil et non l'inverse et, plus récemment, en 1950, Jean-Paul II *dixit*, que «la théorie de l'évolution est plus qu'une hypothèse».

La couleur est clairement annoncée: il s'agit bien d'une initiative d'universitaires catholiques, même si le biologiste et anthropologue Charles Su-

sanne (ULB-VUB) s'est vu convié à les rejoindre pour le livre. Fort bien.

De plus, la confrontation indiquée par le sous-titre se confirme: la part faite dans le volume à des philosophes, théologiens, juristes et chercheurs de culture et de sensibilité musulmanes est notable: quoi de plus de normal?

Il est en effet judicieux de tenir compte d'une situation —d'ailleurs largement évoquée dans ces pages— qui, ces derniers temps, s'est clairement accentuée: la part croissante prise par des musulmans à ces débats.

L'ORATOIRE ET LE LABORATOIRE

Voici un quart de siècle, lorsque le sujet était abordé, il n'impliquait, outre des scientifiques, que des croyants chrétiens, essentiellement catholiques. Les anciennes tensions s'étaient apaisées: la référence à la culture générale dans sa composante scientifique paraissait aller de soi. Un tacite concordisme de bon aloi (on dirait aujourd'hui *soft*) —du type l'oratoire et le laboratoire cher, disait-on, à Pasteur lui-même— semblait de mise. Plusieurs formules fleurissaient: à l'instar de Galilée (n'avait-il pas proposé que l'astronomie montrait «comment fonctionnait le ciel» et que la foi, elle, enseignait «comment aller au Ciel»), on répétait à l'envi que la science s'occupait du comment alors que la religion disait le pourquoi, sans, il est vrai, être très exigeant quant à la définition de ces deux adverbess... Mais le climat était pacifié et, hormis l'un ou l'autre acharné de part et d'autre, la plupart s'en accommodaient.

Certes, on rappelait parfois l'existence quasi folklorique aux USA des *Apocalyptic Separatists*, nés au XIX^e siècle, se référant farouchement à la lettre du texte biblique et proclamant leur rejet total de toute autre référence. Ou aussi le *Scientific Creationism*, apparu vers 1960, affectant de considérer le récit de la Genèse comme une théorie à prendre en considération au même

titre que l'évolutionnisme et devant dès lors être enseignée parallèlement au discours scientifique, ce qui, d'une certaine manière, constituait une concession face à des exigences fondamentalistes qui en prênaient le rejet pur et simple voire l'interdiction. Ou encore divers assouplissements consentis par l'une ou l'autre école, toujours créationniste bien sûr, mais proposant des lectures plus ou moins exégétiques telles les *Young-Earth Creationists* pour qui la Terre serait âgée de 6 000 à 20 000 ans, tandis que les *Old-Earth Creationists* iront jusqu'à admettre que le temps biblique doit être considéré comme symbolique et que les jours mentionnés dans le Texte sont des métaphores. Mais tous demeurent farouchement anti-évolutionnistes. Certains observateurs estiment qu'une part importante de la population américaine partagerait de telles convictions. Le chiffre de 55 % a été avancé. L'apparition dans l'un ou l'autre des States de sortes de Disneylands créationnistes faisant la joie des familles enrichit le dossier américain dans le même sens... Vous me direz que tout cela fait partie d'un certain *american way of life* dont il n'y a pas lieu de se formaliser.

Mais voilà qu'un parc d'attractions analogue avec reconstitution de l'Arche de Noé s'est ouvert aux Pays-Bas! Bon, direz-vous, nous sommes dans le domaine du simple divertissement. Il n'y a pas de quoi fouetter un chat...

On apprend aussi que, en 2007, le ministre polonais de l'Éducation nationale a affirmé que «l'être humain, ayant été créé par Dieu avec tous les animaux, avait donc vécu avec les dinosaures et que l'Évolution était une conspiration contre Dieu et la Vérité portée par la religion catholique». Soit: nous sommes en Pologne. Pas tout à fait nulle part, comme plaisantait Alfred Jarry au début d'Ubu Roi, mais tout de même en Europe. De l'Est, direz-vous. Soit.

Mais il se trouve que, en 2004 déjà, la ministre serbe de l'Enseignement avait proposé de supprimer l'Évolution des programmes scolaires... La Serbie, encore l'Est. Oui! Mais peu après, sa collègue italienne lui emboîtait le pas! Et l'année suivante, ce sera le tour des Pays-Bas dont la ministre de la même compétence (si l'on ose dire...) se positionne de manière identique.

Le Conseil de l'Europe réagit par sa résolution 1580 de l'année 2007 déclarant que «le danger du créationnisme dans l'éducation représente une

menace pour le respect des droits de l'Homme et, en particulier, pour la liberté de pensée». Fort bien! Mais il convient de noter que ce texte n'a été voté que par 48 voix pour et 25 voix contre. Un tiers des Européens seraient-ils donc des créationnistes convaincus? Des statistiques mentionnent 20 à 25% d'Européens pour 75% de Turcs, mais 90% des habitants des pays arabes.

L'ÉTERNEL RETOUR DU TRANSCENDANT

Tout le monde a bien sûr entendu parler de l'*Atlas de la Création* du fondamentaliste turc Harun Yahya, luxueusement édité, largement et gratuitement diffusé auprès des enseignants, notamment en Europe; tout simplement une machine de guerre contre le darwinisme accusé, outre de fausseté foncière, de tous les maux que le XX^e siècle a connu dont les totalitarismes tant de droite que de gauche jusqu'à... la destruction des Twin Towers à New York le 11 septembre 2001! (La contribution du biologiste UCL Philippe van den Bosch de Aguilar en fait une analyse sans complaisance!) Inutile de préciser que la documentation de grande qualité technique (donc attractive et séduisante), mais adonnée de commentaires hautement fantaisistes ainsi que l'argumentation simpliste (donc convaincante) sont d'une redoutable efficacité sur un public naïf. Il est clair que l'on a affaire à une action concertée, d'ailleurs largement financée. Par qui?

Plus préoccupant sans doute, car s'adressant à un public de niveau culturel plus élevé: l'*Intelligent Design*, version *soft* d'un créationnisme à faux nez. Renonçant à contester frontalement l'évolutionnisme historique, les partisans de ce qu'ils présentent comme une théorie scientifique invoquent la nécessaire intervention d'une instance supérieure de nature non précisée, seule à même d'assurer le bon déroulement du processus.

On se souviendra peut-être, voici quelques décennies, d'une démarche analogue qui avait fleuri dans l'univers (c'est le cas de le dire) de la cosmologie sous l'appellation Principe anthropique. D'aucuns avançaient l'argument suivant: la présence actuelle de l'homme (*anthropos*) exige que le Réel ait connu une histoire que décrit de manière pertinente le Modèle standard des physiciens auquel se raccorde fort bien l'histoire de la matière évoluant de l'Inerte au Vivant.

sont loin de certaines prises de position de tel néo-évangéliste voire d'un prêtre isolé, et encore davantage des vaticinations de l'Atlas turc. Mais la plupart des auteurs n'en argumentent pas moins en faveur d'un certain concordisme qui ne dit pas toujours son nom. On est bien loin du NOMA cher à Stephen Jay Gould, ce *Non Overlapping Magisteria* s'interdisant tout empiètement d'un domaine sur l'autre, la science s'occupant de la nature et les religions de spiritualité. Il est vrai que cette coexistence pacifique de deux chasses gardées s'avère bien illusoire dans les faits.

Les tenants de l'une ou l'autre foi renoncent pour la plupart à une lecture trop littérale des Textes saints. Alors que, dans le judéo-christianisme, l'intervention humaine dans les rédactions successives du Pentateuque permet une certaine souplesse, l'affirmation pour le musulman que le Coran est la parole de Dieu pèse particulièrement lourd. C'est ainsi qu'on lira que «la modernité prouve la vérité du Coran» ou que «les miracles scientifiques du Coran méritent d'être approfondis». Mais tous les auteurs se réclament d'une démarche exégétique (critique historique, philologique, littéraire) voire herméneutique. J'adore ce mot qui évoque à la fois la communication (Hermès était le messenger-interprète des dieux) mais aussi la fermeté, voire le secret... Nous sommes en pleine apologétique (défense et justification d'une doctrine, dit le Robert). Apologie me fait

toujours penser à l'anglais *to apologize* (s'excuser).

Je garde pour la bonne bouche ce qu'écrivait Bernard Feltz: «Il est important de développer une philosophie qui reconnaît toute la valeur de la démarche scientifique. Une philosophie qui reconnaît en même temps les limites de toute connaissance scientifique. Et qui, dans cette logique de prise de conscience de la finitude de la raison, intègre une problématique de la conviction critique». On ne saurait être plus clair.

Au Moyen Âge, à la Sorbonne, la science était la servante de la théologie. ■

Paul Danblon

Bonnes feuilles

Le libre examen: la vie d'un principe

Pierre-Frédéric Daled, chargé de cours à l'ULB, revient dans son dernier ouvrage* sur le concept et l'histoire du libre examen.

[...]

LA GUERRE FROIDE

La guerre laissa les États européens anéantis par le conflit et deux superpuissances face à face: les États-Unis d'Amérique, forts de leur puissance nucléaire et financière, et l'URSS, dotée d'une force militaire décisive sur le continent européen et d'un prestige politique considérable. Naissait la «guerre froide» (1947-1991), une ère de tensions et de confrontations idéologiques et politiques entre les États-Unis et leurs alliés occidentaux et l'URSS et leurs alliés communistes. [...]

Sur le plan intellectuel, parmi les exemples de dogmatisation du marxisme, citons la création en France en décembre 1948 de la revue du «marxisme militant» *La Nouvelle Critique*, selon laquelle le «véritable marxiste ne se juge marxiste qu'à partir du moment où il lui semble pouvoir mériter l'épithète enthousiasmante de "stalinien"». Mais relevons également, sans exhaustivité, dans ce même paysage éditorial de l'immédiat après-guerre, et pour ne parler que de la France, la parution en 1945 des *Temps modernes* à l'initiative de Maurice Merleau-Ponty et de Jean-Paul Sartre, de *Socialisme ou barbarie* (1949) de Cornelius Castoriadis et Claude Lefort ou de *L'Homme révolté* (1951) d'Albert Camus.

À la même époque, en 1951, le professeur de l'Université de Bruxelles Maxime Glansdorff (1906-1972) publiait «Réalisme chrétien et dialectique marxiste». Nous nous bor-

nerons ici à sa critique du «matérialisme marxiste». Rappelant que la doctrine marxiste soutenait que la dialectique matérialiste était l'«expression même de la science», Glansdorff entendait faire apparaître qu'il menaçait en fait «l'indépendance de la pensée à l'égard de l'"a priori" métaphysique et les droits du libre examen à l'égard de tous les faits et de toutes les idées». Pour Glansdorff, la dialectique matérialiste était une «hypothèse beaucoup trop générale et trop hâtive pour ne pas risquer d'être en grande partie le fruit de l'imagination et de l'esprit de système». Il insistait donc sur le fait que «le processus dialectique est une idée, non un fait». À ses yeux, l'usage qu'un marxiste faisait des notions très générales d'affirmation et de négation pour expliquer le déroulement des phénomènes était «analogue à l'usage qui a été fait ailleurs de la notion de création».

Dire que le processus dialectique était une «loi du monde existant hors de toute intervention de l'esprit humain» était aussi excessif que prétendre, avec les idéalistes, que tout le contenu des phénomènes était une «création de l'esprit». C'était par «argument d'autorité» que l'on plaçait ainsi la contradiction dans les choses. Dans ces conditions, il fallait considérer cette dialectique comme un «réalisme métaphysique» et non pas «expérimental». En effet, expliquait Glansdorff, pour créer le support d'une métaphysique, il ne fallait pas nécessairement parler de choses «surnaturelles». Il suffisait de «parler de choses que l'on veut être natu-

relles, mais que l'on présente comme des "faits généraux" à caractère réel, existant par eux-mêmes». Selon lui, les marxistes tombaient dans ce travers: le processus dialectique était à leurs yeux une sorte de fait universel jouant le rôle de principe réel relativement à tous les faits particuliers. Pour Glansdorff, il semblait bien y avoir ici une «incontestable analogie» entre un tel fait général —dont la réalité était située dans le monde et, à titre dépendant, dans l'esprit humain— et les idées générales dont le réalisme chrétien reconnaissait l'existence dans l'esprit humain, mais en situait «l'ultime réalité au-dessus de lui, en Dieu» (p. 143). Bref, pour Glansdorff, la «dialectique marxiste [était] une métaphysique, autant que la métaphysique chrétienne» (p.145).

Au cours des années qui suivirent, deux problèmes de politique étrangère —l'expédition anglo-française à Suez et la répression soviétique en Hongrie— scindèrent en 1956 ceux que le libre examen réunissait jusque-là à l'Université.

Comme le rappelle Roger Lallemand —qui fut président du *Cercle du libre examen* de 1952 à 1956—, deux manifestations hostiles défilèrent en effet le même jour: l'une pour condamner le «colonialisme» anglo-français, l'autre pour dénoncer l'invasion soviétique de la Hongrie. Le *Cercle du libre examen* fut alors divisé par de nouveaux engagements politiques. Comme l'écrit rétrospectivement Lallemand, «on peine à imaginer aujourd'hui le prestige idéologique énorme qui entourait alors la

politique de l'Union Soviétique: la mort de Staline aviva les conflits que le XX^e Congrès allait généraliser». Et selon lui, cette modification structurelle de la vie politique fit alors passer au second plan le clivage fondamental «catholique-libre penseur». [...]

«SE FORGER LIBREMENT SON LIBRE PARTI-PRIS» (1961)...

C'est au cours de cette année 1961 que parut un volume intitulé *Libre examen – Cahiers du libre examen*. [...]

Un article [y] était inédit: *Le libre examen ou l'éloge du parti-pris* de Robert Leclercq. [...]

Il s'ouvrait par une citation de Charles Graux: «La tolérance [...] n'impose pas à proprement parler le respect des opinions d'autrui: comment respecter ce qui est jugé faux, ce que l'on condamne, ce que l'on s'efforce de détruire?

Elle est le respect de la personne et de la liberté d'autrui. Elle consiste à affirmer ce que l'on tient pour vérité, en même temps que l'on reconnaît à d'autres le droit d'affirmer leurs erreurs, en même temps qu'en les combattant, on se refuse à recourir pour les vaincre à l'injure, à la violence ou à la proscription». Leclercq pensait qu'il pouvait s'arrêter là, car cet extrait justifiait le titre même de son propos: *Le libre examen ou l'éloge du parti-pris*. Mais il faisait savoir que des étudiants de l'Université, «cherchant légitimement autre chose dans le "libre examen" qu'un principe énonçant une méthode applicable à la science» lui avaient en fait demandé quelques réflexions où «puiser l'inspiration nécessaire sur cet "au-delà" d'un principe».

Aussi avait-il glané pour eux cette citation de Graux. Mais Leclercq se fit quand même un peu plus explicite en rappelant d'abord qu'en une récente

«période troublée et de passions allumées», le Bureau de l'Université avait senti la nécessité de faire connaître son point de vue en la matière. De là, était née la motion du 7 janvier 1961 selon laquelle, rappelait-il, «[...] le libre examen contient implicitement le devoir moral qui favorise et sollicite l'engagement. L'Université ne peut donc qu'approuver et encourager de tels engagements nés de la fermeté d'une conviction, mais son idéal impose, pour les affirmer, le choix de moyens en dehors des excès et des violences».

Leclercq ajouta quelques éléments de son propre cru en faveur du «parti-pris»: «La vérité, la tolérance, la liberté, la justice sont l'objet de

parti-pris, sinon elles ne sont pas. Ces valeurs reposent sur un acte de foi, car elles font partie de la religion de l'homme et le libre examen favorise cette religion-là». Le libre examen était l'«état de veille et de conscience du civisme» et il engageait à «ne plus laisser aux seuls partis politiques ou aux seuls syndicats, aux seules initiatives privées des églises, l'essentiel de la formation du citoyen». Ainsi, selon Leclercq, en cette année 1961, l'Université de Bruxelles espérait obtenir de ses étudiants le «respect scrupuleux d'un seul et impérueux devoir de conscience: celui de se forger librement son libre parti-pris». ■

RÉFÉRENCES

Si Pierre-Frédéric Daled vient de retravailler l'histoire du libre examen et de l'étendre pratiquement jusqu'à l'aube de mai 68, cela ne pèrime pas les textes des devanciers, historien ou philosophe.

Ainsi P.-F. Daled lui-même a-t-il rassemblé deux textes de Chaïm Perelman et trois de Jean Stengers qui sont les fondamentaux de l'histoire et des perspectives sur la question dans un nouveau volume de la collection UBLire. Avec les deux volumes, on dispose ainsi d'une véritable somme sur la question. Les articles republiés manifestent parfois une grande modernité, mais parfois le même texte montre le chemin parcouru —éventuellement à rebours— en cinquante ans.

Ainsi l'article théorique et conclusif de Jean Stengers *D'une définition du libre examen*, publié en 1955, montre-t-il une ouverture du meilleur aloi, annonciatrice de l'ambiance de Vatican II. Parlant de l'accueil de catholiques dans le corps enseignant de l'ULB, il conclut: «Nous souhaitons pour notre part que ces moments de tentation reviennent, ils prouveront que l'évolution du catholicisme se fait dans le bon sens». Hélas, Jean-Paul II est arrivé. Il n'a rien créé de neuf sauf qu'il a laissé orphelins bien des chrétiens prêts au changement. Quant à la présence des musulmans, on ne pouvait la prévoir. Bref, le triomphe du libre examen pour une part, des inquiétudes nouvelles d'autre part. ■

P. D.

Pierre-Frédéric Daled, *Modernité du libre examen*, Textes de Chaïm Perelman et Jean Stengers, Éditions de l'ULB, UBLire, Fondamentaux, 2009, 180pp. Prix: 8 euros.

Ndlr: ces extraits ne reprennent pas les notes publiées dans l'ouvrage.

* Pierre-F. Daled, *Le libre examen: la vie d'un principe. Université libre de Bruxelles, 1834-1964*, Bruxelles, Éditions Espace de Libertés, Collection «Laïcité» (parution: novembre 2009).

UNION EUROPÉENNE

Un modèle contre l'homophobie?

Dans le monde, quatre-vingt pays considèrent l'homosexualité comme illégale et pour cinq d'entre eux, l'Iran, la Mauritanie, l'Arabie Saoudite, le Soudan et le Yémen —ainsi que dans certaines parties du Nigéria et de la Somalie—, les actes homosexuels sont punis de mort. En Irak, même si officiellement les relations homosexuelles sont légales, le poids de la tradition et les «valeurs» sont à l'origine de meurtres récurrents d'homosexuels qui font écho à une campagne de radicaux qui appellent la population à «massacrer les dépravés». Certaines des victimes sont assassinées par leurs propres familles afin de rétablir leur «honneur». Quand

sexe (via le mariage, l'union civile ou le concubinage). Certains pays répriment indirectement l'homosexualité (licenciement, etc.) ou la discriminent (en Grande-Bretagne: interdiction des homosexuels dans l'armée, etc.). Ces signaux sont alarmants dans une Union européenne qui revendique par ailleurs avec fierté le respect en son sein des principes d'égalité de traitement et de non-discrimination.

En juillet de cette année, la Lituanie adoptait une loi discriminatoire sur la «protection des mineurs contre les effets négatifs de l'information publique». Cette loi interdit toute publicité «en faveur des relations homosexuelles, bisexuelles et polygames» dans les écoles ainsi que dans les lieux publics ou dans les médias susceptibles d'être vus par des enfants. En Pologne, pays profondément catholique, le climat intellectuel et social s'est sensiblement dégradé depuis l'arrivée du gouvernement Kaczynski. Celui-ci ne cache pas sa position homophobe et ses règles de conduite sont: la Pologne

aux Polonais, les femmes au foyer, les LGBT (Lesbiennes, Gays, Bisexuels et Transsexuels) en enfer. En tant que maire de la ville, Lech Kaczynski avait déjà interdit à deux reprises, en 2004 et 2005, la tenue de la Gay-Pride polonaise, tout en autorisant la contre-manifestation, intitulée «Parade de la Normalité», organisée par les partis d'extrême droite. À l'image de la Pologne, en Lettonie, les déclarations homophobes des dirigeants politiques ainsi que des représentants religieux sont légion, des manifestations pro gays et lesbiennes ont été interdites et la Constitution a été modifiée en 2005

de sorte que le mariage reste une institution pour l'homme et la femme exclusivement.

METTRE UN TERME À LA SCHIZOPHRÉNIE

Ces actions homophobes survenues dans plusieurs États membres de l'Union européenne ont démontré que, dans de nombreux cas, les mêmes autorités qui ont l'obligation formelle de protéger leurs citoyens contre toute discrimination cautionnent cette injustice et même, dans certains cas, la soutiennent activement. La laïcité implique l'impartialité des pouvoirs publics et l'égalité de tous devant la loi, quels que soient le sexe, l'origine, les convictions ou l'orientation sexuelle. La laïcité se place par conséquent en défenseur attentif de toutes les actions visant à faire disparaître toutes ces discriminations.

Ce principe d'égalité et de non-discrimination constitue un élément fondamental de la protection des droits de l'Homme. Il est garanti par la Convention européenne des Droits de l'Homme (article 14). Le Parlement européen a également adopté, le 18 janvier et le 15 juin 2006, deux résolutions sur l'homophobie en Europe*. Sont officiellement mentionnés les interdictions de manifester, les discours haineux des dirigeants politiques ou des représentants de l'Église ainsi que les mesures contraires aux unions homosexuelles.

La Commission européenne est désormais armée pour agir sur les pays membres qui n'obéiraient pas aux principes de base de cette résolution. On notera cependant que malgré un outillage *ad hoc*, les comportements odieux et homophobes de certains dirigeants européens peu scrupuleux. Et les législations nationales ne sont toujours pas à la hauteur des prescrits européens et que la protection et la non-discrimination des homosexuels dans l'Union n'est toujours pas garantie de façon uniforme. ■

Catherine Lützel

LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS EN BELGIQUE

Une activité économique bien rodée

Commençons par une bonne nouvelle: la Belgique, pionnière dans la lutte contre la traite des êtres humains, reste considérée comme un modèle parmi les pays européens, notamment pour son dispositif d'aide aux victimes.

Notre pays a d'ailleurs adopté en 2008 un plan d'action ambitieux de lutte contre la traite. Le combat continue donc, mais avec peut-être moins de souffle, moins d'engagement qu'il y a presque vingt ans, quand, au début des années 90, s'est créée la première commission parlementaire d'enquête au Sénat.

Le problème, c'est que le phénomène de traite des êtres humains a évolué. Il s'est adapté en douceur pour contourner nos lois. C'est la leçon principale que l'on retire du rapport 2008 du Centre pour l'Égalité des Chances sur la traite et le trafic des êtres humains.

Les trafiquants ont fait exploser les clichés. On associe généralement traite et exploitation sexuelle. On a l'image de la jeune femme trompée, embarquée contre son gré dans des réseaux de prostitution et qu'il faut «sauver» des griffes de ses proxénètes. Aujourd'hui, les trafiquants favorisent plutôt un système «gagnant-gagnant». Ils ont compris qu'ils pouvaient faire plus de profit et courir moins de risques avec des victimes consentantes qui ne se considéreront en tout cas pas comme telles. Les réseaux se sont professionnalisés. La violence à l'égard des prostituées est devenue plus rare et celles-ci sont mieux rémunérées. Un bon exemple de cette évolution est celui des femmes bulgares qui retournent tous les trois mois dans leur pays pour régulariser leur situation de court séjour. Pour elles, la prostitution dans nos villes est un travail temporaire, presque saisonnier, comme celui de leur mari ou compagnon qui travaillent quelques mois sur un chantier de construction.

La traite des êtres humains est devenue avant tout un phénomène d'exploitation économique. On y trouve des éléments de «traite» par le système de liens par dette, quand la victime est contrainte de rembourser la dette de son voyage clandestin mais ce phénomène est limité surtout au «marché» asiatique. Ici aussi, les clichés pâlissent. On ne voit plus guère que dans des téléfilms les images de malheureux Chinois enfermés dans des ateliers de confection ou dans des restaurants. Tous les secteurs d'activités économiques sont désormais concernés: le transport, le nettoyage, la rénovation, le lavage des voitures, l'élevage de volaille... et l'entretien des toilettes sur les autoroutes. La traite des êtres humains est une internationale avec ses marchés réservés. Les préposés aux toilettes qui travaillent sept jours sur sept sont avant tout des Russes. Les Pakistanais se retrouvent exploités dans les *car wash*. Sur les chantiers de construction, on voit surtout des Brésiliens et des Roumains. Les Kurdes contrôlent les aires de stationnement de nos autoroutes et font payer le droit de passage des autres trafiquants.

En fait, les trafiquants ne font que pousser jusqu'au bout la logique de l'ultralibéralisme: culte de la flexibilité et du moindre coût, mise en concurrence des travailleurs entre eux et chantage permanent au «licenciement». «Si mon patron ne me paie que la moitié du salaire promis, je ne dirai rien», nous expliquait un travailleur brésilien. Il n'a jamais envisagé une seconde de le dénoncer. Il sait que désormais, certains patrons n'hésitent pas à faire dénoncer leurs travailleurs à l'Office des Étrangers. Protester, c'est se signaler dans toute la communauté

comme «inemployable». La main-d'œuvre est abondante et soumise. Les trafiquants jonglent avec les réglementations européennes en matière de visas et de séjour et, si nécessaire seulement, utilisent de faux documents de séjour. Ils créent des entreprises fictives, des sociétés-écrans, pratiquent la sous-traitance à l'infini. Souvent les activités commerciales dissimulent les activités criminelles, en permettant le blanchiment des capitaux qui en sont issus. «Ces infiltrations criminelles dans l'économie constituent une menace pour le système économique et social belge», constate le rapport du Centre.

Dans la traite économique comme dans l'exploitation sexuelle, de moins en moins de victimes portent plainte. Leur apparent consentement désarçonne évidemment les services de police et les tribunaux. Le fait que le travailleur fasse état de conditions de vie encore plus dures dans son pays d'origine ne doit pas, estime le Centre, être un élément pertinent dans la qualification des faits. Les dossiers d'exploitation économique doivent se baser sur des éléments objectifs. Le modèle belge, basé sur l'assistance aux victimes en échange de leur coopération à l'enquête judiciaire, suppose plus que jamais une spécialisation des acteurs, que ce soit dans les Parquets comme dans les structures d'accueil. Des experts pour en affronter d'autres. ■

Martine Vandemeulebroucke

“LES TRAFIQUANTS NE FONT QUE POUSSER JUSQU'AU BOUT LA LOGIQUE DE L'ULTRALIBÉRALISME: CULT DE LA FLEXIBILITÉ ET DU MOINDRE COÛT, MISE EN CONCURRENCE DES TRAVAILLEURS ENTRE EUX ET CHANTAGE PERMANENT AU “LICENCIEMENT”

*<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2007-0167+0+DOC+XML+V0//FR>

La télévision, ça (me) tue!

C'est l'hécatombe. Des séries télé aux magazines sur le crime, les morts s'entassent à l'écran. Autopsie du corps du délit et du... délice coupable des téléspectateurs.

Le mort est de loin la plus grande vedette du spectacle télévisuel moderne. Mais il n'en saura jamais rien et n'en profitera pas. Pourtant il est bien là, star centrale malgré lui des infos, des séries télé ou de magazines brassant avidement les faits divers. Plus son décès aura été violent, étonnant, sanglant, plus la cote du ou des défunts sera élevée à la bourse médiatique. Ce principe a pris un essor phénoménal ces deux dernières décennies. En vingt ans, le respect dû aux cadavres, aux victimes a cédé le pas à leur récupération comme indispensable ingrédient du spectacle télévisuel.

Et aujourd'hui, les cadavres se ramassent à la pelle de séries télé en magas sur le crime en passant par certains journaux télévisés. À une majorité écrasante, les séries plébiscitées exploitent ce filon criminel. Une vraie hécatombe prise consciencieusement en charge par les trois versions des *Experts*, les équipes de *Cold case*, *FBI*, portés *Disparus*, *Esprits Criminels*, *Bones*, *New York Unité spéciale*, *NCIS*, etc. Parfois viennent en renfort dans un registre moins hi-tech, les vieux de la vieille comme *L'inspecteur Derrick*, *Columbo* ou les commissariats français de *Julie Lescaut*, *Navarro*, *Cordier*, *Commissaire Moulin*. France 2 fait même dans l'originalité de qualité avec son *Nicolas Le Floch*, policier du siècle des Lumières. Avec tous ces flics, les grilles de programmes sont aussi bien gardées qu'inquiétantes. La mort y rôde en

permanence et les victimes tombent comme des mouches.

C'est une avalanche d'enquêtes qui hypnotisent les téléspectateurs. Et qu'on n'aille pas croire que la télévision publique soit plus vertueuse et retenue que la télé privée dans cette foire aux crimes. Certains jours, la RTBF et France 2 dépassent TF1 ou RTL-TVI, en empilant chaque après-midi trois fictions policières et parfois deux en soirée.

CROUSTILLANTS DOSSIERS NOIRS

Un vrai phénomène qu'amplifient des magazines d'info avides de réchauffer de la viande froide à bon compte de témoignages, de reportages et de récits à réveiller... un mort! Depuis 2000, Christophe Hondelatte est passé maître dans l'art d'accommoder les restes de l'histoire criminelle française. Son *Faites entrer l'accusé* sur France 2 est devenu le mètre étalon du magazine post-judiciaire. Comme d'autres en foot se piquent de refaire le match, lui rouvre des dossiers les uns que les autres. Tout y passe: les affaires célèbres comme les crimes communs, du plus glauque au plus surréaliste. Hondelatte, avec sa caricaturale veste en cuir, y joue l'enquêteur-narrateur. Avec un style magnétique et une manière de conter le crime piquée à l'historien Alain Decaux. Le journaliste captive les gens avec des faits criminels

qui palpitent de détails et de réalisme amenés par les témoignages d'acteurs de l'affaire. Souvent des policiers. Parfois les protagonistes eux-mêmes.

Faites entrer l'accusé a réellement ouvert une nouvelle voie dans laquelle se sont engouffrées depuis d'autres émissions. France 2 a encore créé *Faits divers-le mag*. TF1 vient d'inaugurer *Au coeur du Crime* et sur AB3 sévit *Affaires criminelles*. Sans oublier *Indices* sur RTL-TVI et sur la Une, les *Devoirs d'enquête* et autres *Questions à la Une*, très à l'aise pour parfois revisiter les cimetières de l'histoire judiciaire belge.

Le goût pour la mort violente, les affaires sanglantes et autres crimes célèbres a également trouvé un bel exutoire dans la vague des docu-fictions, voire fictions tout court, «basés sur des faits réels». En rafale, la télé française a récupéré *L'affaire Dominici*, *L'affaire Villemin*, *L'affaire de Bruy-en-Artois*, *Landru* ou encore l'affaire Francis Heaulme avec *Dans la tête du tueur*. Et pour sûr, Marc Dutroux, Michel Fourniret et quelques autres sinistres dossiers attendent patiemment dans l'antichambre des scénaristes de fiction télé.

Car évidemment, il y a longtemps que la fiction ne fait plus que se baisser pour puiser dans la chronique judiciaire et criminelle la matière première de ses récits. Presque toutes les histoires proposées par les séries policières américaines sont «inspirées de faits

réels» et mettent même en scène des services de police existants. De quoi vous garantir un vernis de crédibilité ainsi que des scénarios béton. C'est bien connu, la réalité est bien plus forte que la fiction.

DE LA FICTION AUX «CRIME NEWS»

Les médias américains ont d'ailleurs cultivé cette règle, mais sur le terrain de l'info, au-delà de tout entendement pour nous Européens. Depuis plus de vingt ans, les «crime news» ont fait leur trou dans le paysage télévisuel de quelques États à forte criminalité. Californie et Floride ont été les premiers terrains d'expérimentation du degré zéro de la violence urbaine filmée en direct à hauteur de bitume ou d'hélicoptère. Au diable l'info elle-même, pourvu qu'on ait du sang et de l'action.

L'un des promoteurs de cette veine télévisuelle disait au début des années 90: «*Le crime, c'est de l'action et l'action, c'est la priorité de la télé. Que ce soit*

pour la violence et le crime, surtout si ceux-ci se déchaînent au coin de sa rue.»

La criminalité exploitée par la télé en dit long sur le principe qui sous-tend l'audiovisuel contemporain. Deux autres perceptions lucides tout aussi inquiétantes complètent le tableau: «*Aujourd'hui, le téléspectateur attend que la réalité, via les infos, lui livre sa dose nécessaire de drame quotidien. Mieux encore que la fiction, la réalité produit naturellement des choses croustillantes*». En ce compris des morts violentes circulant de la fiction à la réalité en un effet miroir pervers: des enquêtes ont prouvé que plus on regarde des séries ou des films mortifères, moins on est choqué par les «Crime News» qui sont le fond de pouille de l'info. Un cercle vicieux.

Tel un vautour, le genre a aussi élargi son champ d'action à d'autres décès bien particuliers. Ceux des condamnés dans le couloir de la mort avec par exemple «*Death at Midnight*». Bien que les autorités américaines résistent jusqu'ici à cette intrusion de la télé

voyeurisme, l'attrait morbide pour la mort, ses causes et ses conséquences tout autant que la reconnaissance des passions, pulsions et parts d'ombre de chacun d'entre nous.

LA MORT NOUS PARLE SI BIEN

Tout téléspectateur, avouons-le, y a déjà succombé au moins une fois. C'est si bon d'avoir peur. D'assister à la résolution d'une énigme meurtrière ou d'être lancé par procuration sur les traces d'un meurtrier. D'espérer et de savoir que ses crimes (fictifs ou réels) ne resteront pas impunis... plus de 52 minutes que dure un épisode de série! L'imaginaire est un balancier en mouvement permanent entre le bien qui rassure et le mal qui dérange.

De la même manière, chaque époque développe ses angoisses et les archétypes qui les incarnent. Après les monstres (Frankenstein, Docteur Jekyll), les vampires (Dracula), les voleurs (Arsène Lupin), la figure emblématique du crime moderne s'est cristallisée sur le serial killer. Il ne tue pas une fois mais plusieurs. Société de consommation oblige... Il est le nouveau grand méchant loup version XXI^e siècle. La fiction est même parvenue, par une étonnante contorsion des valeurs, à en faire parfois un héros. Comme dans la série *Dexter*, médecin légiste le jour et psychopathe la nuit. Un tour de force qui nous renvoie au loup-garou ou à Docteur Jekyll et Mister Hyde.

La télévision a très bien compris aujourd'hui que le crime paie, en audiences, au-delà des espérances grâce à sa dose inhérente d'action, de mise en scène du tabou social que représente encore la mort et de renvoi à une réalité d'insécurité réelle ou fantasmée. À cet égard, les journaux télévisés ont une très grande responsabilité dans l'entretien ou non d'un climat anxiogène pour son public. RTL-TVI aurait, en la matière, quelques comptes à rendre par rapport à la masse de faits divers déversée par ses journaux et les bandes annonces musclées pour ses séries policières à mortalité élevée. Que fait la police? ■

“ PLUS ON REGARDE DES SÉRIES OU DES FILMS MORTIFÈRES, MOINS ON EST CHOQUÉ PAR LES «CRIME NEWS» QUI SONT LE FOND DE POUILLE DE L'INFO. UN CERCLE VICIEUX. ”

■ *Dexter*, médecin légiste le jour et psychopathe la nuit.

dans l'info ou dans les fictions ». Une philosophie complétée par d'autres maximes telles que «*la télé doit être flash, crash and trash*» ou: «*Where it bleeds, it leads*». Qu'on pourrait prosaïquement ramener à l'équation: «*le sang, c'est de l'audience*».

Toujours à propos de ces «crime news», Howard Rosenberg, critique du Los Angeles Times analysait en son temps: «*Il faut terroriser le téléspectateur à mort pour maintenir son degré d'attention et le fidéliser. Car inconsciemment il a une attirance morbide*

trash, les rapaces de l'info veillent pour un jour pouvoir montrer en «live» la mort d'un criminel.

Bienheureusement, les télévisions européennes sont encore préservées de ces dérives extrêmes. Il y a bien quelques «*Enquêtes*» de RTL-TVI patrouillant avec la police, mais jamais sur des crimes de sang. Cependant, ne nous leurrions pas, lorsque le téléspectateur répond à l'appel d'une série ou d'un magazine sur le crime, ce sont les mêmes instincts que celui du public américain qui sont convoqués. Le

Fernand Letist

Gouvernance managériale et chose politique en Flandre

Certains choix ne laissent pas d'étonner dans la constitution du gouvernement flamand.

Les élections sont toujours précédées dans tous les partis de la phase âpre, ô combien! de la constitution des listes. Plus que la Belgique francophone, la Flandre s'est caractérisée lors des dernières élections par un recours accru aux *BV*, ces Flamands connus qui, sur la base de leur notoriété ne préjugant nullement de la moindre aptitude politique¹, étaient courtisés par les partis politiques pour ramasser des voix. Ce phénomène perdure, mais il a en quelque sorte été dépassé par un autre, celui du débauchage après les élections de personnalités non élues. Le Ministre-Président, Kris Peeters issu de l'Unizo —la puissante association d'entrepreneurs indépendants flamands—, avait ainsi été choisi par Yves Leterme en 2004 pour devenir ministre. Après avoir passé brillamment son test électoral, qu'a fait celui-ci pour constituer son gouvernement? Il a amplifié cette tendance. La N-VA de Bart De Wever a embauché un autre format du lobbying patronal: Philippe Muyters, administrateur délégué du Voka, le pendant flamand de l'UWE, et le SPA a propulsé comme chef de file la top manager de la société publique de transports en commun De Lijn, au grand dam de Frank Vandenbroucke.

La Flandre s'en remet donc à un gouvernement à la fibre résolument patronale et managériale. Les trois partenaires de la nouvelle coalition flamande misent sur des managers, du privé ou du public: «une bonne cuillerée d'Unizo, une grosse louche de Voka, un zeste de top management public»². Ce qui revient à dire qu'un tiers de ses postes ministériels, les plus stratégiques, est trusté par des figures qui ont pour point commun de ne pas être passés par les urnes avant d'embrasser une carrière ministérielle. Ce déficit de légitimité

populaire ne semble guère émouvoir dans le Nord du pays. Il faut toutefois rappeler que la Wallonie ne s'était guère émue non plus de la désignation, sans passer par le verdict des urnes, de Marie-Dominique Simonet, directrice du Port de Liège, et de Jean-Claude Marcourt, chef de cabinet, à un poste de ministre en 2004.

Cette évolution témoigne d'une professionnalisation de plus en plus marquée de la vie politique. Faut-il en déduire que les conditions d'accès à la représentation politique reposeraient sur un «cens social» caché?

Par ailleurs, l'insistance sur la bonne gouvernance dénote la destruction de ce qui impliquait une responsabilité collective, c'est-à-dire la politique. Il ne s'agit plus ici de politique mais de gestion. Dans nos sociétés, cela apparaît comme un consensus, qui est moins l'accord des individus qu'une manière de fixer les données du possible.

Le résultat des élections peut également expliquer ce recours au plus petit dénominateur commun que représente la gouvernance: l'émissionnement des forces politiques en présence dans toutes les parties du pays fait que le terrain de jeu devient de plus en plus petit. Alors qu'auparavant, les partis traditionnels représentaient ensemble sans effort une majorité des deux tiers, ils doivent tout doucement se contenter de constituer la moitié de l'électorat. Cette option conduit à une politique imprécise et empêche de mettre en œuvre une ligne claire, ce qui entraîne immobilisme et indécision. Les discussions sur la confection du budget illustrent à merveille ces nombreuses valse-hésitations: «au lieu d'aboutir à des choix politiques clairs, la politique est devenue un cas d'école de catenaccio, du football destructeur dont le seul

© AFP.

Yves Leterme avait manifesté clairement ses choix en nommant Kris Peeters, issu d'une puissante association d'entrepreneurs flamands.

objectif est d'empêcher l'adversaire politique de marquer. Ce qui devient à son tour un terreau de développement de l'anti-politique et des voix de pure protestation»³.

«C'est le énième paradoxe: les électeurs mécontents, en quête d'une politique plus claire et radicale qui doit refléter le plus possible leurs certitudes d'avoir raison, divisent leurs voix et créent ainsi un paysage politique plus fragmenté que jamais»⁴.

Pour y remédier et relancer le processus politique dans notre pays, est-il exclu de penser que l'adoption de lignes politiques bien définies et l'extension de la chose politique à toutes et à tous (par le biais de l'octroi d'un congé politique, par exemple) seraient déjà deux mesures susceptibles de redynamiser un système bloqué? ■

Olivier Starquit

BUSINESS ET RELIGION CHEZ WAL-MART

Quand un employeur fait du prosélytisme religieux

Avec la crise, l'obsession du «pouvoir d'achat» et du moindre coût est encore plus intense. Le débat porte notamment sur les hard-discounters dont le modèle par excellence est le premier employeur privé dans le monde. La société Wal-Mart, avec ses deux millions de travailleurs, est un modèle de mondialisation, on serait tenté de dire «est» la mondialisation.

Il y a énormément à dire sur Wal-Mart et son modèle économique¹ dont certains aspects sont tellement poussés qu'ils sont même illégaux pour les États-Unis: «La situation est telle qu'en 2007, l'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch publie un rapport de plus de 200 pages sur Wal-Mart, avec pour titre: "Droits au rabais. Wal-Mart bafoue le droit des travailleurs américains à la liberté syndicale"»². Du jamais vu. Deux journalistes français ont décortiqué ce «modèle» social dans un livre agréable à lire et fort bien documenté. L'ouvrage n'est ni le seul, ni le premier à se pencher sur cette entreprise. Il nous intéresse ici dans la mesure où il démontre des liens peut-être moins connus entre la religion et la vision sociale appliquée dans la multinationale.

Pour comprendre ces liens, il faut connaître l'histoire de Wal-Mart et plus particulièrement de son fondateur Sam Walton. Celui-ci est le modèle type du WASP de l'Amérique profonde. Il est aussi représentatif du rêve américain puisqu'il s'agit d'un self-made-man qui a ouvert sa première épicerie en 1962 dans l'Arkansas. «Avec Wal-Mart, c'est résolument le monde agraire, conservateur, qui triomphe. Encore aujourd'hui, l'organisation de l'entreprise n'est pas étrangère à ce monde-là. Qu'il s'agisse de l'interdiction de fait des syndicats, inconnus et très mal vus dans les campagnes, ou encore les bas salaires»³. Ceux-ci,

ainsi que le temps partiel généralisé, s'expliquent notamment par le fait que dans les campagnes américaines où s'est d'abord développé Wal-Mart, l'épouse du fermier ne cherchait qu'un revenu complémentaire et non un revenu principal pour faire vivre sa famille. «Ce lien entre business et religion se retrouve également dans le recrutement de Wal-Mart: l'entreprise s'est en effet appuyée sur les universités religieuses de la région pour embaucher ses managers»⁴.

Cette mentalité influencée par la religion est également présente dans le fait de ne jamais dépenser un dollar superflu, notamment dans les frais de représentation. Mais la puissance prise par les magasins Wal-Mart a des conséquences qui ne se limitent à la vie dans l'entreprise ou chez ses sous-traitants. Elle permet également d'influencer la société dans son ensemble: «Bien entendu, Sam Walton est conservateur et "bon chrétien". Il soutient les efforts de l'Église presbytérienne à laquelle la famille appartient, et a même créé une fondation récompensant la créativité des volontaires chargés de faire partager leur foi au voisinage. En 1991, le fonds contient six millions de dollars, dont trois destinés au grand prix du prosélytisme. Une foi qui s'accomode mal de la contraception par exemple. Wal-Mart a ainsi tenté de refuser de vendre la pilule du lendemain, mais a été forcé de le faire par la justice, en 2006. On est croyant, et

anticommuniste aussi. En 1985, Wal-Mart finance un programme pour endiguer la vague communiste en Amérique centrale et promouvoir les valeurs capitalistes»⁵.

S'intéresser à un tel modèle économique est donc bien du ressort de la laïcité tant sur le plan de la libre-pensée que de la démocratie. Car, comme le souligne la journaliste américaine Barbara Ehrenreich à partir de l'exemple de Wal-Mart: «Si donc les employés à bas salaire ne se comportent pas toujours conformément à la rationalité économique, c'est-à-dire comme des agents libres dans une démocratie capitaliste, c'est parce qu'ils travaillent dans un environnement qui n'est ni libre ni démocratique. Quand vous entrez dans l'univers des bas salaires —et des salaires moyens dans de nombreux cas— vous abandonnez vos libertés civiques à la porte, vous laissez derrière vous l'Amérique et tout ce qu'elle est censée représenter, et vous apprenez à ne pas desserrer les lèvres pendant votre journée de travail. Les conséquences de cette reddition vont bien au-delà des questions de salaire et de pauvreté. Il nous est difficile de prétendre être la première démocratie du monde, lorsqu'un grand nombre de nos concitoyens passent la moitié de leur temps de veille dans un environnement qui est l'équivalent, pour le dire en termes simples, d'une dictature»⁶. ■

Julien Dohet

1 Voir Julien Dohet, «La démocratie menacée par le travail précaire» in *Les Mondes du travail*, n°7 de juin 2009, pp.145-147.

2 Gilles Biassette et Lysiane J. Bau-du, *Travailler plus pour gagner moins. La menace Wal-Mart*. Paris, Buchet-Chastel, 2008, p.188.

3 P.59.

4 P.65.

5 P.75.

6 Barbara Ehrenreich, *L'Amérique pauvre. Comment ne pas survivre en travaillant*, Collection «Fait et cause», Paris, Grasset 10-18 [n°3797], 2004, p.318.

1 On a vu ce que cela a donné en Belgique francophone en son temps avec Marc Wilmots!

2 Pierre Havaux, «Ministres managers, un label très flamand», *Le Vif-L'Express*, 17/07/2009.

3 Yves Desmet, «De nouvelles règles pour un système politique bloqué» *Politique*, revue de débats, juin 2009 (article dans le *Morgen* du 9 mai 2009, trad. de Jean-Paul Gailly).

4 Idem.

Tout/tous contre les Lumières

Un groupe d'enseignants et de chercheurs de l'ULB, rassemblés sous le nom collectif de Lucia, sans doute en hommage à Lucia de Brouckère, l'ancienne présidente de la Faculté des Sciences et vice-présidente du Centre d'Action Laïque, publie un ouvrage qui non seulement se réclame des Lumières, mais dénonce l'abandon des idées-force des grands penseurs du XVIII^e siècle, parfois même par des esprits non religieux. C'est le sens du livre *Les Lumières contre elles-mêmes*?¹

Le désarroi des laïques est parfois des plus patents. Yannis Thanassekos, dans une contribution qui va sans doute le plus au fond des choses, ne manque pas de relever: «*Certains croyants sécularisés se montrent parfois davantage rationalistes et fermes envers les diverses dérives mystiques de notre époque que certains laïques déboussolés en pleine "recherche de spiritualité"*». Il vise Comte-Sponville, et j'ajouterais que le scientifique athée belge le plus connu internationalement est professeur à l'Université catholique de Louvain et qu'Isabelle Stengers, post-moderne s'il en est, enseigne à l'ULB...

POSTMODERNITÉ

Je suis pleinement Thanassekos dans son analyse. Les héritiers des Lumières sont victimes de la post-modernité et de son idée de base: le XX^e siècle est celui de la faillite de la modernité. Pratiquement, la science est présentée comme une logique purement meurtrière, «oublieuse de l'être». Au plan théorique, la vérité de type scientifique est contestée: tout n'est que récit, tous les récits se valent et donc Darwin et la Bible ne sont pas de nature différente.

Des tragédies —bien réelles— du XX^e siècle, pape et postmodernistes tirent explicitement ou implicitement la conclusion que «*la société ne peut puiser en elle-même les principes de sa propre légitimité*» (p. 19). C'est bien par là que passe la remise en cause la

plus fondamentale des principes des Lumières et de la laïcité.

Jean-Christophe de Biseau montre, quant à lui, les conséquences de tout cela dans une très belle contribution sur la théorie de l'évolution et l'incohérence de ceux qui veulent laisser coexister dans l'enseignement le darwinisme et le créationnisme.

Il n'empêche qu'à mon sens, on puisse trouver une interrogation peut-être plus essentielle sur la relation entre la science et le public comme celle du physicien Étienne Klein² qui renvoie à l'impact de la révolution épistémologique galiléenne. Galilée pose comme fondements de la science le caractère inessentiel des qualités sensibles que possèdent les choses (la couleur par exemple) d'une part et les mathématiques comme seuls fondements des lois scientifiques d'autre part. C'est le point de départ du progrès scientifique... et de la séparation entre ceux qui savent et le commun des mortels, entre nature et culture.

Yannis Thanassekos relève que l'ère postmoderne est le moment favorable pour toutes les Églises pour mener une offensive contre la «dé»-sécularisation. C'est on ne peut plus vrai, mais les Églises tentent d'exploiter une veine qui ne leur doit rien.

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Emmanuelle Danblon et Guy Haarscher abordent pour leur part les questions de rhétorique, d'argumentation et de débat au départ d'un constat que je rejoins: la crise du débat qui pose un problème au libre examen. Guy Haarscher est catégorique là-dessus et n'est pas près de s'incliner devant les ennemis du libre examen lorsqu'ils retournent contre nous les libertés que nous avons conquises comme le font plusieurs auteurs de l'ouvrage *Du bon usage de la laïcité*³, en traitant de «racistes» ceux qui veulent ramener l'islam dans des limites plus étroites quant à sa présence publique.

MULTICULTURALISME

Jean-Philippe Schreiber s'élève contre une évidence implicite de nos sociétés: notre société ne serait plus qu'un agrégat de communautés et «*la société postmoderne ne reposerait plus que sur l'altérité et le conflit et [qu'] elle ne serait qu'ethnique, alors qu'elle est complice fautive de clivage de classe, de genre, d'identité...*» (p. 147). On renvoie tout à une identité non seulement culturelle mais surtout figée et virant vite au culturel.

Pour J.-Ph. Schreiber. Qu'est-ce qui favorise l'omniprésence des «minorités culturelles»? C'est surtout «*l'effondrement du monde ouvrier [qui] a dissocié la lutte pour les objectifs sociaux et pour les droits de l'Homme*» (pp 160-161). Le multiculturalisme, masque très souvent du multiculturel, a occupé la place du vide laissé par la dérégulation des idéologies elles-mêmes qui ont guidé la fin du XIX^e et le XX^e siècle.

La conclusion de l'ouvrage veut que l'on réponde «*en brandissant nos propres convictions philosophiques, sociales et politiques qui, depuis plus de deux siècles maintenant ont irrigué les grands moments d'émancipation*». Schreiber montre à juste titre que les problèmes que nous rencontrons sont beaucoup moins nouveaux qu'on le dit. Ce qui a changé, selon lui, c'est le contexte. C'est donc sur lui qu'il faut agir, ce qui exige sûrement de grandes modifications dans les manières d'agir et de penser. Sur ce point, l'ouvrage me laisse sur ma faim. Les illusions passablement ataturkiennes d'Anne-Marie Roviello dans une autre contribution ne me semblent pas bonnes conseillères. Proclamer le retour aux fondamentaux est souvent le signe de grands problèmes et pour les aborder mettre du vieux vin dans des outres même nouvelles peut-il servir? ■

Patrice Dartevelle

Par-delà le Mur

Érigé en 1961 pour contenir l'exode croissant des habitants de la RDA vers l'Ouest, le Mur de Berlin est tombé le 9 novembre 1989. Un événement «kolossal» qui allait changer la face du monde.

Au risque de passer pour un rabat-joie, tordons d'abord le cou à un canard: il n'y a pas eu de réunification allemande en octobre 1990, près d'un an après la chute du Mur, mais plutôt une unification incomplète. L'Allemagne que nous connaissons aujourd'hui est le rassemblement de

brutal, la conscience que Helmut Kohl et sa «Wende» (le «tournant») les avaient dépossédés de leur «révolution» était déjà bien présente, et avec elle une longue suite de frustrations que n'ont pas effacées les commémorations ce 9 novembre².

Classiquement, la chute du Mur an-

de renaissance. Elle assiste au réveil des vieux démons qui frémissaient sous le couvercle. Moscou dans les cordes, Washington se retrouve seul à jouer les shérifs de la planète. Les Européens de l'Ouest passent une fois encore pour des nains politiques. En 1999, lorsque l'Otan bombarde le Kosovo et que le feu nationaliste est en apparence maîtrisé, ils sont convaincus que leur club doit s'ouvrir au-delà de l'ancien Rideau de fer et aller vers une interpénétration toujours plus poussée des politiques nationales. Le grand Élargissement de l'Union européenne se profile alors que les États-Unis sont la cible d'États et de mouvements qui refusent leur hégémonie sur le monde. Les attentats du 11 septembre 2001 contre les tours du World Trade Center donnent corps à une autre confrontation planétaire, jusque-là diffuse.

© A.H.

Mikhaïl Gorbachev encore au mieux avec Erich Honecker, dernier président est-allemand, quelque temps avant la chute du Mur.

deux entités dont les contours ont été redessinés à l'occasion de la Seconde Guerre mondiale. La République fédérale ne comprend ni l'Alsace ni la Lorraine restées à la France, ni la Prusse orientale tombée dans l'escarcelle de la Pologne.

La réduction de la fracture allemande ne s'est pas davantage cicatrisée dans les esprits. On a beaucoup écrit sur l'Ostalgie, ce blues des ex-Allemands de l'Est déçus des promesses faites par leurs frères de l'Ouest, regrettant le temps où la République démocratique les prenait en charge de la naissance à la mort¹. Mais avant ce réveil

nonce la fin de la guerre froide. Une chape de plomb saute. En Tchécoslovaquie, la Révolution de velours. Dans les États baltes, la Révolution chantante. En Pologne, le triomphe de Solidarnosc. En marge de l'empire soviétique, la Roumanie élimine les Ceausescu. L'URSS implose, le Pacte de Varsovie est gommé. Et puis très vite, la résurgence des identités et le réveil des nationalismes s'installent dans la niche de terreur libérée par la fin de la confrontation Est-Ouest. Les guerres d'ex-Yougoslavie éclatent et l'Europe comprend que la chute du Mur ne lui a offert qu'un avant-goût

“LA CONSCIENCE QUE HELMUT KOHL ET SA «WENDE» (LE «TOURNANT») LES AVAIENT DÉPOSSÉDÉS DE LEUR «RÉVOLUTION» ÉTAIT DÉJÀ BIEN PRÉSENTE, ET AVEC ELLE UNE LONGUE SUITE DE FRUSTRATIONS QUE N'ONT PAS EFFACÉES LES COMMÉMORATIONS DU 9 NOVEMBRE DERNIER.”

L'EUROPE GANGRENÉE PAR SES MINORITÉS

La paix que connaît aujourd'hui le Vieux Continent ne signifie pas que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Les guerres se sont exportées. L'Europe demeure gangrenée par ses minorités. Dans les pays baltes, les russophones paient cher le passé soviétique. En Slovaquie, en Hongrie, en Serbie, des extrêmes droites particulièrement virulentes et racistes prennent pied. La Bosnie et le Kosovo demeurent des brûlots. ➤

1 Le succès de certains films comme *Good bye Lénine* ou *La vie des autres* a apporté un nouveau regard sur l'ex-RDA. On lira aussi Kristel Le Pollotec pour ses ouvrages *L'Allemagne de l'Est, la frontière invisible* (Bartillat, 2004) et *Le goût de Berlin* (Mercure de France, 2009).

2 Conversation avec Joachim Fritz Vanhame, directeur Europe à la Fondation Bertelsmann.

1 Lucia, *Les Lumières contre elles-mêmes? Avatars de la modernité*, Éditions Kimé, Paris, 2009, 222 pages. Prix: ± 22 euros.

2 Cf. Étienne Klein, *Galilée et les Indiens - Allons-nous liquider la science?*, Flammarion, Café Voltaire, 2008.

3 *Du bon usage de la laïcité*, M. Jacquemain, N. Rosa-Rosso, Bruxelles, Aden, 2008. Voir l'article de Ph. Grollet à ce sujet, *Espace de Libertés* n°366, juillet 2008.

La fin d'un monde.

«LA DÉRÉGULATION DE LA GUERRE NE MARQUE PAS LE REcul DES ÉTATS, MAIS L'AFFAIBLISSEMENT DE LEUR POUVOIR À CONSTRUIRE DÉSORMAIS DES IDENTITÉS NATIONALES AUTOUR DE L'OPPOSITION FRONTALE ENTRE NATIONS.»

les principaux pourvoyeurs d'identité des sociétés européennes. La guerre en tant que source d'identité externe, le travail en tant qu'identité interne grâce à l'intégration du salariat au monde capitaliste. [Or] Le contenu identitaire et intégrateur de ces deux facteurs est amené à changer de sens». En somme, la chute du Mur et la désintégration de l'URSS nous auraient appris qu'un bouleversement de l'ordre mondial peut avoir lieu, sans que celui-ci ait été précédé d'une guerre entre États. Il en résulte que «la dérégulation de la guerre ne marque pas le recul des États, mais l'affaiblissement de leur pouvoir à construire désormais des identités nationales autour de l'opposition fron-

talement entre nations». Ce raisonnement oublie toutefois que les guerres d'ex-Yougoslavie ont conduit à l'émergence de nouveaux États-nations. Plus tard, en 2003, un certain «W» rassemblera derrière lui l'Amérique pour faire la guerre contre un ennemi global désigné comme l'Axe du mal.

L'économie elle aussi s'en est trouvée chamboulée. Le bannissement du communisme à l'Est auquel s'ajoute l'effacement progressif de la social-démocratie à l'Ouest bouleverse l'articulation d'un capitalisme devenu tout-puissant et des compromis sociaux. Le caractère protecteur national en pâtit, les emplois se font de plus en plus précaires. L'appartenance par le travail à un «monde commun», celui des salariés, est remise en cause. Ainsi, à l'heure où libéraux et chrétiens-démocrates s'apprentent à gouverner ensemble à Berlin, l'Allemagne qui portait haut les couleurs du modèle rhénan pose désormais les bases d'un système où l'individu est ramené à une dimension prioritairement économique. Cette déstructuration socio-économique, où l'individualisme remplace la solidarité, est une lointaine conséquence de la chute du Mur.

INTERNET POUR ABATTRE LES MURS?

Revenons en arrière. De l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au Kremlin en 1985 au départ quatre ans plus tard de l'inamovible Erich Honecker, secrétaire général du PC est-allemand, une conjonction d'événements a conduit à la chute du Mur. Mais cette explosion en chaîne était-elle bien nécessaire? Au risque de passer pour des fantaisistes, ils sont quelques-uns à revisiter l'histoire. Dans un dossier paru

l'été dernier, on pouvait par exemple lire dans la revue *Politis*⁴ qu'Internet aurait de toute façon emporté le Mur quelques années plus tard. «Et avec Internet, que nous citons symboliquement, il faut évoquer le téléphone mobile et ses multiples usages, les chaînes de télévision satellitaires (...) Instruments fascinants et démoniaques qui créent de la démocratie et minent la démocratie en lui refusant son aliment le plus précieux: le temps, celui de la délibération et de la réflexion». La revue fonde son raisonnement sur le rôle qu'a joué la Toile lors des Jeux olympiques de Pékin et lors des manifestations provoquées par la reconduction de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence iranienne l'été dernier. Qu'en penser? Plutôt qu'Internet, l'essentiel n'est-il pas ce que nous avons appris depuis 1989? À savoir que le bloc soviétique était loin d'être aussi compact et solide que nous l'avions cru. Il était devenu en réalité un château de cartes.

Et puis, Internet n'a pas permis d'abattre tous les murs à ce jour. Celui que construit Israël pour se protéger des «kamikazes» palestiniens. Celui qui filtre les passages entre les États-Unis et le Mexique. Celui qui barre aux migrants les enclaves espagnoles voisines du Maroc, etc. Tous ces murs résistent et même se renforcent à l'instant même, sans trop se préoccuper de l'effervescence du web.

La fin de la guerre froide a enfin permis le développement de valeurs postmatérialistes. Parmi celles-ci, l'écologie passée au rang de politique remet en question le progrès dans sa linéarité et la prétention morale de la science. Plus largement, une grande incertitude est née de la fin des idéologies, renvoyant l'individu à la compréhension de sa propre destinée. Dieu, ou plus généralement la spiritualité, en profiterait pour faire un retour en force et redessiner la face de l'Europe⁵. Marx s'en retourne dans sa tombe. Ses disciples les plus zélés avaient largement contribué à l'y mettre. ■

Pascal Martin

CHINE

Les beaux jours du confucianisme

Que nous le voulions ou non, qu'on l'exalte ou qu'on s'en défie, la Chine contemporaine est devenue pour beaucoup d'entrepreneurs ou d'intellectuels une pierre de touche de leur propre efficacité ou de leur propre légitimité sur une petite planète où ils se sentent, à tort ou à raison, moins dominants qu'autrefois.

Si l'Europe ne cesse de se regarder, c'est désormais au miroir de la Chine et l'on peut se demander plus que jamais, dans la ligne frémissante et inquiétante de Valéry, si elle «deviendra (...) "ce qu'elle est en réalité", c'est-à-dire un petit cap du continent asiatique (...) ou (si elle) restera (...) "ce qu'elle paraît", c'est-à-dire: la partie précieuse de l'univers terrestre, la perle de la sphère, le cerveau d'un vaste corps».

En France, il semble que l'un des penseurs les plus enclins à nous infliger des blessures narcissiques ne soit autre que le sinologue Fran-

çois Jullien. De livre en livre, en se servant de la Chine traditionnelle comme étalon de mesure, il s'est juré, sur nos croyances philosophiques, de nous faire prendre le point de vue du cosmonaute qui s'étonne de tout ce qu'il découvre. La postmodernité est à ce prix: nous devons nous convaincre que nous ne sommes pas seuls au monde et que nous n'avons pas le monopole de l'universel. L'exercice n'étant pas de tout repos, il en agacera plus d'un. Mais c'est souvent de l'irritation que procède la sagesse. Amusons-nous à parcourir son dernier livre qui

porte cette fois sur une invention typiquement européenne: *l'idéal*¹.

Au premier abord, rien de plus évident que cette notion qui nous fait remonter à Platon, le père de la philosophie grecque, mais plus encore celui qui a marqué l'Europe au point qu'il n'est pas possible dans nos parages de penser sans tenir compte de lui. C'est à lui en effet que nous devons cette étrange conception d'un monde des Idées ou des Formes éternelles dont le paradoxe est d'exister ailleurs, hors de l'expérience des sens, tout en servant de point de référence à l'action politique, juridique ou esthétique. Inaccessible, l'Ailleurs platonicien est comme un horizon désirable, objet de toutes les nostalgies et de tous les manques.

La Chine traditionnelle, celle de Confucius (VI^e-V^e avant notre ère) et de ses nombreux disciples ultérieurs, ignore tout de cette modélisation frénétique à laquelle l'Europe a lié son sort, martèle François Jullien, elle «n'a (...) pas séparé un plan de l'idéal de celui du vital». Plus réaliste, plus attachée à l'organisation des rituels qui rythment la vie quotidienne, elle n'a pas cette obsession de l'arrachement à la tradition, à l'opinion, à

3 <http://www.liberation.fr/tribune/0101298644>.

4 http://www.politis.fr/spip.php?page=imp&id_article=7735

5 Lire notamment *Religion(s) et identité(s) en Europe. L'épreuve du pluriel*, sous la direction d'Antonela Capelle-Pogacean, Patrick Michel et Enzo Pace, Les presses de Sciences Po, Paris, 2008.

1 François Jullien, *L'invention de l'idéal et le destin de l'Europe*, Éditions du Seuil, 304 p., 22 euros.

la *doxa*, qui est au cœur de la philosophie européenne, toujours soucieuse, dans le sillage de Descartes, de tout reprendre à zéro. Doute méthodique et systématique d'un côté, conformisme de l'autre; tendance à «décoller» contre tendance à retrouver la voie, à se couler dans la rivière: on ne saurait rêver opposition plus radicale. D'aucuns s'offusqueront peut-être d'un tableau trop généraliste ou trop figé qui frise à tout moment le réductionnisme, du fait qu'il résume la Grèce à Platon et oublie chez ce dernier la dimension érotique à cent lieues de toute volonté d'abstraction («*Se représenter la pensée comme un rapport érotique de l'intelligence aux Idées n'est pas la moindre singularité de la philosophie de Platon*», écrit à ce sujet Monique Dixsaut²).

LE MAOÏSME, IDÉALISME MONSTRUEUX

À François Jullien, un helléniste pourrait reprocher sa propension (qui découle de son comparatisme) à décontextualiser la pensée grecque, à la couper de son environnement religieux ou théâtral, et à faire prévaloir son caractère théorique au détriment de son caractère pratique (même s'il lui arrive, au détour d'une page, de concéder qu'une place fut accordée en Grèce aux exercices spirituels, parallèlement aux exercices intellectuels). Un autre reproche, venant d'un lecteur plus naïf, viserait le refoulé du livre: je veux parler du maoïsme avec lequel s'est longtemps confondue la Chine et qui doit tout de même être pris en considération, fût-ce rétrospectivement, tant il révèle chez les Chinois, si volontiers taxés de pragmatisme, une sorte d'idéalisme monstrueux contre lequel leurs excellentes traditions auraient dû en principe les vacciner.

L'auteur répliquerait sans doute que ce n'était pas le propos de son livre. D'accord, mais comment se soustraire à un débat plus fondamental sur l'évolution de la pensée chinoise, à l'heure où tant de questions subsistent sur la manière d'envisager les droits de l'Homme au pays de Hu Jintao? À ceux qui ne s'en souviendraient pas (ou plus), il faut tout de même rappeler que le confucianisme fut longtemps la bête noire du régime incarné par

Mao. On trouve des échos de cette fâcheuse «aventure de l'esprit» dans l'énorme ouvrage, bourré jusqu'à la gueule de détails événementiels, que deux sinologues de haut vol, Roderick MacFarquhar et Michael Schoenhals, ont consacré à l'histoire de la Révolution culturelle³. Durant une révolution qui fut inspirée au grand timonier par le désir d'éviter un limogeage, autrement dit le sort infligé à Khrouchtchev en Union soviétique, il semblait de bonne politique d'associer dans une même réprobation Confucius et le rival du moment, Lin Biao, accusé d'avoir comploté contre le régime après l'avoir longtemps servi: c'est que l'on avait découvert deux ans après sa mort, dans sa résidence de Pékin, des documents démontrant son attachement au confucianisme. En 1973, un certain Yang Rongguo, professeur d'université, fut chargé, avec d'autres intellectuels, de fustiger publiquement le renégat. Mac Farquhar et Schoenhals nous donnent un échantillon de sa propagande révolutionnaire: «*Il avait accroché au mur des citations de Confucius et de Mencius, déclare-t-il à propos de Lin Biao, et avait le toupet de prôner leur 'Dao' [voie]. Il avait recopié, un par un, de longs passages de Confucius sur la piété filiale. On voyait bien comment il comptait se faire l'avocat du Dao de Confucius et de Mencius dans son coup d'État fasciste (...).*»

L'«HUMANISME PRAGMATIQUE» DE CONFUCIUS

Voilà une citation pleine d'enseignements. Elle montre d'où l'on vient en Chine et combien il serait dangereux, du point de vue de la méthode, de se représenter l'histoire du confucianisme comme un long fleuve tranquille, à opposer mécaniquement à l'histoire d'un idéalisme européen préservé des tempêtes de l'esprit et des convulsions sociopolitiques. Dans cette perspective, la sortie d'un Pléiade qui rassemble, pour la première fois traduites en langue occidentale, «*six œuvres considérées comme les plus anciennes et les plus importantes de la tradition établie par Confucius*» revêt une importance majeure pour les apprentis sinologues⁴. Charles Le Blanc et Rémi Mathieu, les éditeurs, ont

accompli, pour autant que je puisse en juger en non-spécialiste, un excellent travail pédagogique qui a cette vertu de rapprocher les continents philosophiques.

Leur préface fait bien ressortir le relativisme et l'«humanisme pragmatique» de Confucius, ce Socrate chinois qui, attentif à traiter son prochain comme lui-même et à tenir l'homme vivant pour la mesure de toute chose, ne nous laisse pas plus d'écrits que le maître de Platon. Mais elle est pleine d'avertissements sous-jacents à l'usage des tenants de la méthode projective, décidés à voir partout des anticipations de nos démocraties. Ainsi, parlant de Meng zi (Mencius), les éditeurs écrivent: «*Il forgea une théorie économique neuve, inventa le droit à la révolte contre un prince tyrannique, mais n'alla jamais —pas plus qu'aucun autre confucianiste— jusqu'à imaginer une forme de démocratie*».

Le confucianisme est-il, à terme, soluble dans tous les régimes, pourvu qu'ils ne songent qu'à l'harmonie des rapports sociaux? C'est ce qui ressort de l'analyse des nouveaux éditeurs de Confucius. Après les événements de la place Tiananmen de 1989, précisent-ils, «*le confucianisme, en tant que philosophie et en tant qu'idéologie, apparut comme la seule force morale et la seule motivation psychologique susceptibles de combler le vide laissé par un marxisme idéologiquement et moralement moribond. Nous sommes les témoins improbables d'un retour, à peine croyable il y a quelques années encore, du confucianisme dans les deux formes qui assurèrent sa prépondérance au cours de l'histoire, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, à savoir le confucianisme institutionnel et le confucianisme philosophique*».

Il appartient à d'autres de dire si ce confucianisme accommodant, importé par des mains intéressées, pourra pousser sur un terrain européen, confirmant ainsi les prévisions de Tocqueville quant à l'émergence d'un nouveau despotisme, cherchant pour son confort à infantiliser les sujets dont il a la charge. ■

Michel Grodett

La Chine en majesté

Europalia Chine envahit la Belgique culturelle jusqu'au 14 février 2010, avec une forte concentration à Bruxelles: en tout, près de 50 expositions et 450 spectacles (théâtre, opéra, musique classique et folklorique). Et déjà deux expositions phares au Palais des Beaux-Arts.

«FILS DU CIEL», OU 5 000 ANS DE TRADITION IMPÉRIALE

L'exposition de référence, est consacrée, logiquement, à la figure sacrée de l'Empereur. On y parcourt 5 000 ans d'histoire à travers 200 des plus belles pièces du patrimoine chinois, provenant d'une vingtaine de musées de «l'Empire du Milieu», sans compter quelques musées européens, dont le Musée Guimet. Des pièces rares, dont certaines jamais sorties de Chine: beaucoup proviennent de fouilles archéologiques des trente dernières années.

© Xuzhou Museum

■ Danseuse en terre cuite.

La plus récente découverte (2005) est une minuscule mais ravissante figurine de jade, datant de 3 500 ans avant notre ère et qui ouvre l'exposition. Elle prouve déjà l'influence religieuse, ici chamanique puis divinatoire sur le

pouvoir. C'est que, pour régner sur un aussi vaste territoire, mieux vaut s'appuyer sur une référence céleste, ce que feront les 200 «fils du ciel», répartis en une vingtaine de dynasties.

Le parcours, chronologique, permet de voir l'incroyable continuité d'une civilisation qui a toujours privilégié l'ordre, la beauté et le lien au ciel sur lequel s'appuient tous les pouvoirs. En l'occurrence, les plus anciens empereurs se proclamaient «fils du ciel», déjà à l'époque néolithique et le lien symbolique se poursuivait, sous diverses religions ou philosophies, dont le bouddhisme. Ce qui unit les variantes de ces nombreuses dynasties, c'est le culte des ancêtres (et des «anciens») et la richesse des tombes qui témoignent de certains rituels sacrificiels et de l'importance de la musique dans ces rituels funéraires. Un des plus beaux ensembles est un impressionnant carillon en bronze et bois laqué exhumé... en 2002.

L'exposition nous montre à profusion l'importance du jade dans la civilisation chinoise, au point que certains ont pu parler d'un «âge du jade», qui aurait précédé l'âge du bronze», commun à toutes les civilisations. Le jade, associé de près à tous les rituels funéraires, passait pour ralentir la décomposition du corps. Un des objets les plus spectaculaires de l'expo, est d'ailleurs un très beau linceul de jade, d'un prince Han, datant de 200 ans avant notre ère, censé assurer à son bénéficiaire l'accès à l'éternité.

■ Fonctionnaire en terre cuite, Dynastie Tang (618-907).

Mais, de la même époque, subsistent des objets de cour moins austères comme une danseuse en terre cuite à la ravissante courbe du corps et des bras. Une des plus jolies salles rend compte par trois exquises statues de l'influence bouddhique, répandue à une période d'affaiblissement du pouvoir central.

La stabilité de l'empire repose sur une caste de fonctionnaires lettrés et soumis, dont on peut voir un exemplaire remarquable, accroupi dans une position de vénération totale de son souverain (époque Tang, 600 ans après J.C). Le confucianisme est la clef de cette hiérarchisation et de cette soumission à l'ordre établi.

L'époque contemporaine nous apporte de très belles représentations sur soie des empereurs et des témoignages de l'influence d'un jésuite... belge (le Père Verbiest), important la culture de la... Renaissance comme cette belle «sphère armillaire», nouvelle image du monde.

Un mot enfin de l'habile parcours symbolique dû à la scénographie des salles par Adrien Verchuere, qui oppose la rondeur de l'espace céleste au schéma carré de la terre.

Fils du ciel, jusqu'au 24 janvier 2010, exposition Europalia Chine à Bozar. Liens et infos www.bozar.be et www.europalia.be

© Shaanxi History Museum

² Professeur émérite à la Sorbonne, l'une des commentatrices les plus fines de Platon. Cf. *Le Magazine littéraire* de novembre 2005, «Platon, l'invention de la philosophie», p. 51-4.

³ *La Dernière Révolution de Mao. Histoire de la Révolution culturelle 1966-1976*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Gallimard, coll. Essais, 816 p., 35 euros.

⁴ *Philosophes confucianistes*, textes traduits, présentés et annotés par Charles Le Blanc et Rémi Mathieu, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1470 p., 45 euros [jusqu'au 31 janvier 2010].

L'humour à la fois féroce et kitsch de Li Zhanyang. Rent Collection Yard, 2007. © Li Zhanyang

CHINE/BELGIQUE À BOZAR: UNE VISION PARTIELLE DE L'ART CONTEMPORAIN

Après la grande exposition historique et consensuelle *Les Fils du ciel*, le festival Europalia Chine prend des risques en confiant à deux artistes de réputation internationale, l'Anverso Luc Tuymans et le Chinois Ai Wei Wei, le rôle de commissaires: ils ont une totale indépendance de choix et aucune obligation de regards croisés ou d'une quelconque «objectivité». Le résultat, c'est *The state of things*, qui juxtapose deux visions du monde fatalement éloignées. Du côté belge, on constate, sans surprise, une surreprésentation du pôle flamand, en particulier anversoïse. Et de fait, comment ne pas retrouver Jan Fabre et Wim Delvoye (un superbe Christ, *Twisted Jesus*), mais aussi de très belles photos de Dirk Braeckman ou l'amusante vidéo de Francis Alÿs «*The last clown*». Côté francophone, Ann Veronica Janssens, Patrick Everaert ou Benoît Platéus se fraient un modeste chemin. L'exposition qui partira à Pékin ce printemps offrira donc de l'art belge une vision largement colorée d'un commissaire «engagé». Mais on pourrait renverser la proposition: le commissaire chinois choisi (Ai Wei Wei) a une subjectivité autrement porteuse de conflits internes par son esprit résolument libertaire, dont l'exposition porte la trace.

Ai Wei Wei s'est plutôt construit une réputation à New York, par l'art conceptuel avant de revenir à Pékin avec son expertise, mais aussi sa liberté d'esprit. Il nous propose surtout des peintres et des sculpteurs qui semblent encore influencés par le «réalisme socialiste» dont ils jouent pour se moquer de la mégalomanie du régime actuel. Ainsi l'œuvre la plus attendue est absente: le peintre Liu Xiaodong y représente, en une toile monumentale, la misère résultant pour les villageois de la construction du fameux barrage des Trois Gorges. Officiellement pas de censure mais simplement un prix excessif pour assurer son transport (5 millions d'euros). Compensation: le visiteur peut emmener gratuitement un poster de l'œuvre! Même humour, parfois féroce dans les sculptures un rien kitsch de Li Zhanyang qui caricature la soumission au pouvoir patriarcal dans un groupe qui vous accueille dans le grand hall. Côté émotion esthétique: un rouleau de soie sauvage de Lu Quing qui allie modernité et méticulosité à l'ancienne et de remarquables vidéos de Kan Xuan, qui nous rappellent la maîtrise chinoise du 7^e art. ■

Christian Jade

Délicieusement suranné, le Pop Art n'a jamais véritablement quitté la scène, même si ses déclinaisons autrefois subversives prètent plutôt à sourire aujourd'hui. Reste une valeur sûre du marché de l'art. Deux expositions pour deux propos singuliers au sein d'un des principaux mouvements artistiques de l'après-guerre.

À Bozar, ce sont les «audaces» graphiques et narratives de quatre auteurs, l'Italien Guido Crepax, le Belge Paul Cuvelier, le Français Jean-Claude Forest et notre Guy Peellaert national, qui sont mises en exergue. Révélés par la culture pop, ces quatre mousquetaires de l'érotisme soft ont véritablement marqué l'évolution de la bande dessinée en l'extirpant dans les années 60 de sa ceinture de chasteté strictement enfantine. L'époque est à un pouvoir coïncé, ringard, autoritaire. On fait l'amour honteusement, dans le noir, pour fonder une famille.

Ces quatre «bandards fous» (pour reprendre une formule de Moebius) tombent en arrêt devant les flashes glamour de Roy Lichtenstein, premier à détourner la bédé de sa «juste direction»: le bambin, puis le jeune boutonneux. Avec «Valentina», dont le physique est inspiré de Louise Brooks, Crepax s'affirme rapidement comme le maître incontesté de l'érotisme cérébral, Pratt lui est cependant contemporain. Suivront «Histoire d'O», «Emmanuelle», «Justine»... Crepax initie un système narratif révolutionnaire: mises en abîme, flash-backs... Aujourd'hui, la BD «pop» se laisse encore lire (ou

plutôt regarder) mais ne se vend plus beaucoup. La faute sans doute à un érotisme soft qui paraît nunuche au siècle de l'hypersexualité!

BARBARELLA OU VALENTINA?

Paul Cuvelier («Corentin») devra attendre Jean Van Hamme, alors débutant, pour créer son amazone, «Epoxy» en 1968. Mais c'est Forest (1930-1988) qui provoquera l'onde de choc en créant dès 1962 la célèbre (pas pour son QI) Barbarella, inspirée par Brigitte Bardot, incarnation de la femme sexuellement libérée d'alors. On a du mal à imaginer que l'album, un peu stupide, fit scandale en 64. Mais le dessin vigoureux demeure solide.

C'est Guy Peellaert qui reste le plus proche de la véritable esthétique «pop». Il connaît une brève —mais fulgurante—carrière dans la BD, ou plutôt l'illustration. Dans *Hara-Kiri*, «Les aventures de Jodelle» (dont le physique est, lui, inspiré par Sylvie Vartan —chacun ses fantasmes!) sont vite dépassées par la très psychédélique «Pravda, la survivante» (avec Françoise Hardy comme égérie cette fois). Peellaert continuera avec ses célèbres pochettes de disques («It's Only Rock and Roll» pour les Rolling Stones, «Diamond Dogs» pour David Bowie) devenues cultes. Peellaert a bien compris que le Pop Art est avant tout un produit de grande consommation. Son éventuelle «fidélité» à la BD sera vite négligée pour un merchandising digne d'un Warhol.

Sexties évoque surtout une tentative marketing de faire revenir le «pop» dans les boutiques. Mais les belles et grandes planches exposées ici renverront les baby-boomers dans leur ravissement d'ados frustrés... De l'art pour seniors, au fond.

POP LIFE: ART IN A MATERIAL WORLD

À Londres à la Tate Modern, l'ambition est plus pragmatique, à hauteur des moyens déployés: énormité et spéculation! S'il s'agit d'une vraie relecture du

Pop Art et de son héritage, pas d'atermoiements ici: à la suite de Warhol («*good business is the best art*»), le vaste ensemble s'extasie surtout sur la façon dont les artistes se sont remplis les poches en créant délibérément leurs propres labels et en s'engageant dans une auto-promotion assez cynique. Ils développent des stratégies autour des médias de masses, de la célébrité, de leur propre personne... Les 'YBA' (Young British Artists), Tracey Emin et Sarah Lucas à Bethnal Green, Damien Hirst, Keith Haring, Martin Kippenberger, Jeff Koons, Takashi Murakami sont des noms, de grands noms du Pop anglo-saxon. Qu'on apprécie (ou pas du tout) cette alliance un peu sordide de commerce et de culture, les Pop Artists présentent des visions originales et singulières et le misérabilisme d'apparence ne cache pas la réelle pertinence de certaines installations.

TOUT EST À VENDRE

Pop Life: Art in a Material World débute avec les dernières œuvres de Warhol. Il met en scène son rôle de personnalité télévisuelle ou d'éditeur de presse. Mais le choc réside dans les salles suivantes, consacrées aux auto-rétrospectives «historiques» qui ont été pour le coup totalement recréées (!) et qui permettent de mesurer l'importance de l'utilisation par les artistes de leur auto-mythologie. Notons la re-création de l'exposition de Martin Kippenberger de 1993 au Centre Georges Pompidou, dont il était lui-même curateur. Il y apparaît comme principal protagoniste. Plus loin, l'expo solo de Tracey Emin à la galerie White Cube en 1994 intitulée *My Major Retrospective 1963-1993*. Du solide.

Pop Life présente des installations-clés ou des lieux qui firent date: la Pop Shop de Keith Haring grandeur nature, inaugurée en 1986 à New York. Haring y vendait au détail (!) sa signature comme un label, ainsi que des éditions d'objets, en vue d'atteindre une audience de masse: t-shirts, jouets, affiches, boutons, magnets, censés rendre son travail accessible au plus

■ Keith Haring, «*Tree of life*» (1984).

■ Guy Peellaert, «*Pravda*».

grand nombre. Enfin, achetables par le plus grand nombre.

Pop Life présente également la reconstitution de la scandaleuse (?) exposition *Made in Heaven* de Jeff Koons. Il y immortalise son mariage avec l'actrice porno «La Cicciolina». Une installation a été spécialement réalisée pour l'occasion par Takashi Murakami.

À l'entrée de l'exposition, la Tate Modern a recréé la performance de Damien Hirst lors de l'Unfair Art Fair de Cologne en 1992: des jumeaux homozygotes sont assis sous deux Spot Paintings identiques pour toute la durée de l'exposition (courage, les gars) et la Tate Modern a trouvé de vrais jumeaux prêts à «performer». Un petit côté cirque, quand même, chez ces marchands du Temple version pop. Mais notre nostalgie *sixties* est assurée! ■

Olivier Swingedau

© Guy Peellaert.

The state of things, dans le cadre d'Europalia Chine au Bozar, jusqu'au 10 janvier - Infos: www.bozar.be

Sexties: Crepax, Cuvelier, Forest, Peellaert est visible à Bozar, Bruxelles jusqu'au 3 janvier 2010, du mardi au dimanche de 10 à 18 h (le jeudi jusqu'à 21 h). www.bozar.be

Pop Life: Art in a Material World à la Tate Modern court jusqu'au 17 janvier 2010, Level 4, tous les jours 10-18h, et en nocturne jusqu'à 22h les vendredis et samedis. Infos (en anglais) au 00442078878888. www.tate.org.uk/modern

ANN VERONICA JANSSENS AU WIELS: *SERENDIPITY*

Sensoriel mais pas sensuel

“TROIS LAMPES PENDAIENT AU PLAFOND SOUTENUES PAR DES CHÂÎNES D'ARGENT. L'UN DES MURS ÉTAIT GARNI DE CARREAUX DE VERRE PROTÉGEANT DES APPAREILS DE CHIMIE, DES TUBES, DES CORNUES, DES MATRAS.

Sax Rohmer

Sensoriel est le maître adjectif pour définir l'univers expérimental de l'artiste Ann Veronica Janssens (Folkestone, 1956). Mais aujourd'hui l'alchimiste contemporain a troqué athanor, creuset et cornues contre

des modalités pures comme le son, la lumière ou la vitesse afin d'expérimenter sur la perception de l'espace et du mouvement au sein d'un silence ouaté de lumières primaires, manière comme une autre d'atteindre au grand œuvre.

À l'instar des autres expositions d'art actuel, mieux vaut lire la posologie avant d'in-

gurgiter la potion magique et pour reprendre la formule d'un expert: «*l'art contemporain, c'est n'importe quoi, n'importe où, n'importe quand, mais pas n'importe comment*». Ainsi en est-il aussi pour Ann Veronica Janssens qui mixe, triture et explore les nouvelles technologies: projections de lumière oscillant entre éclipse et hallucination —*Rouge 106, Scrub ou Éclipses*— pour la plus grande confusion d'un spectateur habilement désorienté. L'autre point d'ancrage résidant dans les expériences sonores, ainsi *Sons infinies*, une œuvre de 2009, sous-titrée «*pay-sage sonore en boucle*», dans laquelle on peut, en s'installant entre deux baffles, subir un son creux, multiplié et superposé qui grâce à son subtil jeu décalé nous procure la sensation d'une descente infinie. Toujours dans le même ordre d'esprit, n'hésitez pas vivre l'expérience de la *Chambre anéchoïque* (2009). Il s'agit d'une petite salle d'expérimentation dont l'ensemble des surfaces intérieures sont recouvertes de matériaux acoustiques absorbants (comme dans les studios d'enregistrement) et qui n'autorisent aucun son extérieur perturbant. L'artiste a utilisé des dièdres en mousse de polyuréthane noir qui en font une parfaite «chambre sourde» dans

laquelle le visiteur, débarrassé, durant quelques minutes, des bruits quotidiens parasitant se surprend à écouter son corps, et pour autant que ses voisins, vaguement anxieux, ne parlent pas, il pourra déceler les battements de son cœur ou percevoir les gargouillis d'un estomac affamé. Selon Ann Veronica Janssens, notre corps deviendrait ainsi le haut-parleur de nos propres sons qui procureraient une nouvelle densité intrasensorielle à l'organisme. Pourquoi pas?

fois à Bruxelles, en 2004, sur le toit du Civa.

Si le travail cohérent et continu d'Ann Veronica Janssens sur le monde sensoriel peut intellectuellement convaincre à défaut de séduire, l'erreur réside peut-être, non dans un manque de sens mais de sensualité.

On s'interrogera aussi sur le mode de programmation du Wiels puisque, lorsqu'on lit la nomenclature de ce centre d'art contemporain, on constate que le conseil d'administration est

■ «*Red, blue, yellow*» (2009) - Courtesy EAAC. Photo: Ph. de Gobert.

Créée en 2001 pour son exposition *Light Games* au Musée d'Art Moderne de Berlin conçu par Mies Van Der Rohe, cette installation baptisée *Red, blue, Yellow* faisait clairement référence à l'une des œuvres maîtresses du peintre américain Barnett Newman intitulée *Who's afraid by red, yellow and blue?* accrochée au centre du musée. Curieusement, il n'en est absolument pas fait mention dans l'exposition alors que la référence anxiogène donne son plein sens à l'œuvre: un container aveugle dans lequel règne un épais brouillard alternant les trois couleurs primaires et qui peut générer des effets ludiques tempérés par un sentiment d'angoisse sur le visiteur captif. La pièce avait été montrée pour la première

composé d'un président, d'un vice-président et de cinq membres parmi lesquels on relève les noms de Luc Tuymans (précédemment exposé) et... d'Ann Veronica Janssens! Et parmi les généreux sponsors, on notera la présence de la galerie anversoise Micheline Szwajcer, qui, comme par hasard est celle d'Ann Veronica Janssens... Expliquera-t-on ainsi aussi l'exposition au printemps dernier de Bruno Serralonque, lié à la galerie Baronian-Francey, qui, coïncidence, est également gentil sponsor? Régnerait-il au Wiels un effet de copinage que l'on croyait exclusivement du ressort de certains conseils communaux socialistes wallons? On peut se poser la question. ■

Ben Durant

Ann Veronica Janssens, *Serendipity*. Jusqu'au 6 décembre 2009, du mercredi au dimanche. WIELS, avenue Van Volxem 354, 1190 Bruxelles - Tél.: 02 340 00 50 - www.wiels.org